

ACCÈS
SERVICE INFORMATISÉ DE
• Tenue de livres • Comptabilité
• Paie • Secrétariat
à la petite entreprise
651-6227
**FRANCHISES
DISPONIBLES**

TÔLE ÉMAILÉE
TOLBEC
1780, route de l'Aéroport, Ste-Foy
(418) 872-3738

SAMEDI 20 JANVIER 1990

QUÉBEC, 94^e ANNÉE, NO 22
104 PAGES, 7 CAHIERS + 1 TABLOID

LIVRAISON À DOMICILE (7 JOURS) 3,00\$
MONTREAL-ÎLES DE LA MADELAINE-GASPÉSIE-ARITHI 1,40\$

1,25\$

LE CANADA

Wells fait un plaidoyer radical contre l'accord du lac Meech

Le premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells, s'est livré à une virulente dénonciation de l'accord du lac Meech, hier, devant le Canadian Club de Montréal. **A-7**

LE QUÉBEC

Santé : l'Ontarien paye davantage que le Québécois

D'après un mémoire de l'Association des hôpitaux du Québec, le citoyen ontarien paye de sa poche 184 \$ de plus que le Québécois pour ses soins de santé. **A-5**

LE MONDE

Le maire Barry est tombé dans un piège

Marion Barry, le maire noir de Washington, arrêté jeudi soir après avoir été filmé en train d'acheter et de fumer du crack, est tombé dans un piège du FBI. **A-11**

QUÉBEC

Quatre ans de pénitencier pour agression sexuelle

Michel Létourneau, cet individu de 49 ans reconnu coupable d'agression sexuelle et de séquestration de trois fillettes, a été condamné à quatre ans de pénitencier. **A-3**

L'ÉCONOMIE

Libre-échange : pas de « miracle » au Québec

Selon le ministre John Crosbie, le traité de libre-échange n'a pas produit, au Québec, les « miracles » promis par Mulroney et Bourassa. **B-1**

LES ARTS

La soprano Hélène Fortin sagement ambitieuse

« Je suis heureuse de mon sort et je n'envie pas les succès qui arrivent aux autres. » Mais la soprano Hélène Fortin ne manque pas d'ambition pour autant ! **E-1**

LE SPORT

Le dossier Michel Petit évoluera bientôt

Le conseiller de Michel Petit, Larry Rauch, ne croit pas que Madden a le pouvoir de négocier la somme qu'exige le défenseur pour les trois prochaines saisons. **S-2**

L'INDEX

Québec et l'Est québécois	A-3 et A-4
Le Québec	A-5 et A-6
Le Canada	A-7 à A-9
Le Monde	A-10 à A-13
Annonces classées	G-10 à G-14
Arts	Cahier E
Bandes dessinées	S-15
Bonne chère	Cahier F
Bridge	G-14
Carrières	Cahier C
Décès	G-14 à G-16
Dossiers	A-15
Économie	Cahier B
Éditorial	A-14
Feuilleton	G-12
Habitat	Cahier D
Horoscope	G-14
Mots croisés	G-14
Mot fléché	G-14
Mot mystère	G-14
Où aller à Québec	E-13
Tourisme	G-1 à G-9
Université	A-6

LA MÉTÉO

Nuageux avec quelques flocons en matinée. Dégagement graduel en après-midi. Maximum : -8 à -10. Vents modérés. Demain : généralement ensoleillé. **S-16**

135 000 litres de pétrole déversés à Cape Dyer

Un autre accident écologique vient de frapper les côtes canadiennes. Une quantité estimée à plus de 135 000 litres de pétrole s'est échappée d'un oléoduc, à la base militaire de Cape Dyer, dans les Territoires du Nord-Ouest, juste au nord du Québec. L'événement est survenu en décembre mais a été caché à la population.

par GUY DUBÉ
LE SOLEIL

Le contaminant est de l'essence à avion entreposée dans des réservoirs de la base militaire. Vers le milieu du mois de décembre, les militaires ont découvert une fuite dans un coude du petit oléoduc, qui transporte l'essence à partir du quai jusqu'à la base militaire.

Selon des informations parvenues au SOLEIL, hier, Fron-

tec Logistics Corporation, d'Ottawa, qui a la responsabilité des opérations et de l'entretien de la base, ainsi que le ministère de la Défense nationale, auraient tenté d'étouffer l'affaire. Cape Dyer est une base militaire canadienne radar et météo, située sur l'île de Baffin, dans l'Arctique.

Mais des inspecteurs d'Environnement Canada et de Pêches et Océans Canada se sont rendus sur les lieux, cette

EXCLUSIF
semaine, pour constater l'étendue des dégâts. L'essence n'aurait pas pu pénétrer dans le pergélisol (sol gelé en permanence) et a plutôt glissé sur la neige et la glace.

Une porte-parole de Pêches et Océans, Mme Mary Bath Bérubé, a indiqué que, heureusement, l'eau n'a selon toute apparence pas été contaminée, parce que les hydrocarbures (environ 100 000 litres selon ce qu'on lui a rapporté) ont été retenus sur le pergélisol.

Le travail de récupération des hydrocarbures était loin d'être terminé, hier, un mois

Suite A-2, Pétrole...

ACCIDENT ÉCOLOGIQUE



L'Armée rouge ouvre le feu à Bakou

MOSCOU (Reuter, AFP) — L'Armée rouge a ouvert le feu sur les militants azéris à Bakou, la capitale de la république soviétique d'Azerbaïdjan, tôt ce matin, tuant et blessant de nombreuses personnes, selon un porte-parole du mouvement nationaliste.

Mahmoud Kesemanly a précisé que l'opération militaire avait débuté peu de temps après minuit, samedi, et que les troupes soviétiques, arrivées par terre et par mer, avaient renversé toutes les barricades et barrières installées par les militants azéris. Bakou se trouve sur les bords de la mer Caspienne.

Quelque 500 personnes ont été tuées lors des tirs qui ont

accompagné l'entrée des chars de l'Armée rouge dans Bakou, a affirmé Natick Alekserov, du Conseil national de défense, émanation du Front populaire d'Azerbaïdjan. Selon lui, l'hôpital central de la ville refuse d'ores et déjà des blessés. Les victimes des heurts sont ache-

Suite A-2, Armée...

Autre texte en page A-10



Engagée dans la course au leadership libéral, Sheila Copps était de passage à Québec hier.

Sheila Copps se présente comme une bouffée d'air frais

Une bouffée d'air frais parmi un monde de politiciens aux discours vieillissants et décrochés de la population. Voilà comment Sheila Copps se voit. Une image grâce à laquelle elle entend vendre sa candidature à la direction du Parti libéral, aux Canadiennes et Canadiens.

par JULIE BROUARD
LE SOLEIL

« Pourquoi les gens devraient-ils voter pour moi ? Je représente le meilleur contraste avec Brian Mulroney. C'est moi qui lui ai livré les meilleures batailles. C'est moi qui

l'ai fait trembler en Chambre. Il ne faut pas sous-estimer Sheila Copps. Et il ne faut pas sous-estimer la capacité du peuple de s'exprimer. »

La baisse impressionnante de membres du Parti libéral au Québec — plus que 15 000 membres — et l'image ternie

LA COURSE AU LEADERSHIP LIBÉRAL

de ce parti à travers le pays n'intimident en rien Sheila Copps. Pour cette politicienne de 37 ans, le « problème » n'appartient pas qu'au Parti libéral mais bien à l'ensemble des politiciens du Canada.

Suite A-2, Copps...

Un début de sommet économique très... économique

SAINT-GEORGES — « Un sommet économique jusqu'ici très... économique. » Comme la majorité des 300 participants au sommet de Saint-Georges, le président de la conférence socio-économique Chaudière-Appalaches, M. Gilbert Normand, est resté sur son appétit au terme de la première journée des négociations sur les 99 projets totalisant plus de 522 millions \$

par Gilbert LEDUC
LE SOLEIL

« Si demain soir, la participation financière du gouvernement n'atteint pas 60 millions \$, il s'agira d'un manque d'équité régionale », affirme M. Normand.

L'Office de planification et de développement du Québec évaluait, hier, l'engagement gouvernemental dans 50 projets à 54 610 500 \$. Un chiffre « garanti par les ministères et par l'OPDQ », assure un porte-parole de l'entourage de la ministre responsable du Déve-



loppement régional, Mme Lise Bacon, mais qui fait une légion de sceptiques. Par exemple, aux Transports, le chiffre « officiel » est 30 425 000 \$ alors que le calcul fait par de nombreux observateurs montre

des engagements à l'ordre d'à peine trois millions. Qui dit vrai ?

Si les ténors régionaux fulminaient dans les corridors de la ville, c'est surtout parce que les trois initiatives désignées comme les projets moteurs régionaux ont été mis sur la glace par le gouvernement. À tour de rôle, la traversée du gaz naturel, l'aménagement d'un parc industriel et portuaire pour industries à grand gabarit ainsi que l'implantation d'une composante de l'Université du Québec ont

« passé dans la mitte ». Les ministres concernés, Lise Bacon (Énergie et Ressources), Gerald Tremblay (Industrie et Technologie) et Claude Ryan (Éducation) ont de bons mots pour ces projets, mais leur générosité ne le démontrait guère.

Le ministre Ryan n'a pas dit non à la venue de l'Université du Québec sur la Rive-Sud, mais il veut « approfondir le

Suite A-2, Sommet...

Autres textes en page A-3

NOS



CARRÉMENT SUPÉRIEURS!

- 10 véhicules de placement performants et flexibles
- service personnalisé
- conseils judicieux d'experts
- rendements et taux hautement compétitifs

11 1/4 % pour un an, intérêt annuel
11 % pour 3 ans, intérêt annuel
*Taux sujets à changer sans préavis

Place de la Cité, Ste-Foy
652-7000
1354, rue Maguire, Sillery
681-8282
Place Fleur de Lys, Québec
522-4618
Les Galeries Chagnon, Lévis
833-4450

ENRICHISSEZ VOS PLACEMENTS!

TRUST GENERAL

DEMAIN DANS LE SOLEIL



La revanche des gauchers

Depuis des millénaires, les gauchers habitent un monde qui tourne dans le mauvais sens. Mais voilà qu'ils accèdent enfin à une période de reconnaissance grâce à la tendance au nivellement des valeurs des deux mains que favorise la société moderne. Les gauchers qui représentaient, depuis toujours, environ 10 % de la population, augmentent maintenant en nombre. Pour défendre leurs droits, des associations sont mises sur pied partout dans le monde. Pour eux, des boutiques spécialisées ouvrent ici et là. Gauchers et droitiers en sauront davantage sur le sujet en lisant le cahier Tendances de demain.



Le plus beau jour dans la vie de Patrick Roy

Patrick Roy n'a pas encore franchi le quart de siècle et déjà, il a vécu plus d'événements publics mémorables que le commun des mortels au cours de toute une vie. Repêché par le Canadien en juin 1984, une première Coupe Stanley et le trophée Conn-Smythe quelques mois plus tard, le trophée Vézina l'an dernier, sont autant de précieux souvenirs pour cet athlète. Cependant, toute cette gloire passe après la naissance de son fils Jonathan. C'est l'événement qui constitue le plus beau jour de sa vie. Un grand reportage de Daniel Caza, demain, dans le Tabloïd Sports.



Arméniens et Azéris : un conflit qui remonte à la nuit des temps

La rivalité qui déchire actuellement Arméniens et Azéris confirme une réalité séculaire, explicable par un faisceau de facteurs religieux, nationalistes et territoriaux. Quatre spécialistes retracent les racines du conflit entre Azéris et Arméniens, qui remontent, selon eux, à la nuit des temps. À lire dans le « Gros plan sur le monde » de demain.

MINI-LOTO		PROVINCIAL	
174409 gagnent \$50,000		1784572 gagne \$1,000,000	
74409 gagnent \$5,000		784572 gagnent \$10,000	
4409 gagnent \$250		84572 gagnent \$1,000	
409 gagnent \$25		4572 gagnent \$100	
09 gagnent \$5		572 gagnent \$25	
		72 gagnent \$10	
17440 gagnent \$1,000		LA QUOTIDIENNE	
1744 gagnent \$100		tirage du 19-01-90	
174 gagnent \$10		9-0-2	
		5-0-4-5	

Suites de la première page

Pétrole...

après que les dégâts aient été constatés.

Selon un porte-parole du groupe écologiste Greenpeace, à Montréal, M. Yves Corriveau, l'essence à avion se serait échappée de l'oléoduc pendant trois mois avant que Frontec ne découvre la fuite. Il estime donc à plus de 135 000 le nombre de litres d'hydrocarbures qui se seraient déversés. « L'écosystème est extrêmement fragile dans l'Arctique », avertit l'environnementaliste.

Frontec Logistics Corporation, à Ottawa, n'a pas voulu commenter l'accident écologique. Son porte-parole s'en est remis aux militaires.

Le capitaine Donald Roy, du ministère de la Défense nationale à Ottawa, a finalement admis que 110 000 litres d'essence à avion s'étaient échappés des installations de Cape Dyer. « On a d'abord pensé que c'était une erreur de mathématique ; on ne s'est aperçu de la fuite que vers la mi-décembre, après inspection », a-t-il expliqué au SOLEIL, hier.

Il soutient que les travaux de récupération des hydrocarbures devaient être terminés dans deux semaines. Le travail consistera à ramasser la neige, la glace et la terre souillées qui seront transportées à un endroit légèrement éloigné de la base pour être brûlées, explique le capitaine Roy.

Presque tout pourra être récupéré, affirme-t-il, puisque les hydrocarbures ont été contenus dans un terrain en forme de fosse naturelle.

Copps...

« Les gens en ont marre de la politique en général. Il faut recommencer à la base. Rapprocher notre discours de la population. Les politiciens, ils en ont assez. Il est temps d'élargir l'accès au Parti libéral et à la vie politique dans tout le Canada. »

« Je tiens à valoriser la capacité du Parti libéral de toucher la population. Je sais que mon parti a du boulot à faire pour regagner cette confiance, mais tous les politiciens ont laissé tomber la population. Le Parti libéral n'est pas le seul fautif. »

Forte, entre autres, des appuis du maire de Beauport Jacques Langlois, qui agit comme coprésident provincial (Est du Québec), du maire de Lévis Vincent Chagnon, du maire de Saint-Augustin, Denis Côté, et du maire de Sainte-Brigitte-de-Laval, Gabriel Lalonde, Sheila Copps entend lancer une offensive impressionnante au Québec et dans la région de Québec.

Une offensive qui, selon elle, la démarquera de Paul Martin et Jean Chrétien, ses deux principaux rivaux.

« Dans le contexte actuel, je peux toucher une nouvelle corde. Je n'ai pas l'expérience de Jean Chrétien ou Paul Martin, mais je suis honnête et sincère. Les hommes d'affaires ne font pas nécessairement de bons politiciens. En affaires, tout ce qui importe, c'est le profit. En politique, ce sont les gens qui importent. Les gens qui aspirent à diriger un pays doivent connaître plus qu'une partie de ce pays. Ils doivent en connaître tout le profil. »

Empruntant l'exemple de la MIL Davie et de son éventuelle fermeture, Sheila Copps insiste sur l'importance pour les Québécois de se pourvoir de représentants qui défendront leurs intérêts.

« Cette affaire démontre votre manque de force politique à Ottawa. Quand un gars comme Harvie Andre n'est même pas capable d'assurer la survie des chantiers maritimes, c'est que les intérêts du Québec ne sont pas défendus comme ils le devraient. »

Un appui surprenant

La campagne est à peine entamée que Sheila Copps semble déjà avoir gagné des points au Québec.

« L'appui que j'y ai reçu depuis le début m'incitera à revenir. Je suis même surprise de cet appui. Les derniers sondages auprès de la population démontrent des résultats étonnants. Le dernier sondage téléphonique effectué sur une station radiophonique me donnait la faveur dans une proportion de 53 %. »

Sommet...

projet ». Il a annoncé la création d'un groupe de travail présidé par un haut-fonctionnaire, M. Léonce Beaupré, où siègeront des représentants de la population, de l'Université du Québec et de l'université Laval.

« Inclure l'université Laval dans ce comité, c'est comme demander au renard de surveiller les poules ! » a exprimé le préfet de la MRC de Desjardins, M. Jean-Marc Lessard. Comme l'ont mentionné au SOLEIL l'homme d'affaire Hervé Pomerleau et le député péquiste de Lévis, M. Jean Garon, on craint que l'université Laval cherche à mettre les bois dans les roues du projet d'une composante de l'Université du Québec. Jean Garon trouve « indécent » que M. Ryan verse 170 millions \$ aux universités anglophones et qu'il n'arrive pas à débloquent deux millions pour amorcer la création d'une composante de l'Université du Québec sur la Rive-Sud.

En fin d'après-midi, hier, Gilbert Normand déclarait que dans bien des cas, notamment dans le secteur de l'industrie du commerce et de la technologie, le milieu faisait preuve de beaucoup plus de leadership que le gouvernement. Un porte-parole du secteur industriel, M. François Vachon, comprenait mal que le gouvernement tourne le dos à des initiatives dans lesquelles le milieu fournisse 50 % du coût total de l'investissement.

La région Chaudière-Appalaches victime de la situation financière du gouvernement ? Jean Garon n'y croit pas. « Le gouvernement ne veut tout simplement pas investir sur la Rive-Sud », affirme-t-il.

Le président de la conférence socio-économique préfère attendre à ce soir ou à lundi avant de tirer ses conclusions.

Armée...

minées vers les hôpitaux de quartier.

Kesemany a affirmé qu'il y avait eu « beaucoup de morts et de blessés », mais, quand il a été invité à donner plus de détails, le militant azéri n'a pu parler que de trois personnes abattues par des soldats qui avaient ouvert le feu sur un autobus et de deux blessés qui avaient été soignés dans sa maison.

Les combats se poursuivaient hier soir. « C'est la guerre ouverte », s'est exclamé Alekserov. Selon lui, le général Dmitri Iazov, le ministre soviétique de la Défense, superviserait lui-même les opérations.

Pas de télévision ni de radio

Le représentant nationaliste azéri a précisé que beaucoup de gens, dans les rues, ne comprenaient pas ce qui se passait, car la télévision et la radio locales ne fonctionnent plus, la centrale électrique les alimentant ayant été détruite par une explosion quelques heures avant le début de l'intervention.

« On verra ! », s'est exclamé, d'autre part, Alekserov, interrogé sur l'éventualité d'une arrestation des dirigeants du Front populaire azéri. Le mouvement nationaliste compte appeler dès aujourd'hui la population à faire la grève et à « se mobiliser ».

« Ils se sont unis avec les Arméniens et ils attaquent les Azéris », a encore déclaré le représentant nationaliste.

Fin de la valse hésitation

Huit jours après les premières violences entre Azéris et Arméniens, qui convoitent l'enclave arménienne du Nagorno-Karabakh dans la république d'Azerbaïdjan, l'opération militaire déclenchée par Moscou indique clairement que la direction soviétique a choisi le recours à la force face aux Azéris, des musulmans chiites. Les Arméniens sont des chrétiens.

Les autorités soviétiques avaient adressé dans l'après-midi un ultimatum aux nationalistes, exigeant qu'ils retirent dans les deux heures les obstacles dressés sur les routes de la périphérie de la capitale de l'Azerbaïdjan pour empêcher l'entrée des forces de l'ordre dans la ville.

Le choix de la direction soviétique avait été précédé d'une série d'avertissements. « Cela ne peut durer ainsi », affirmait notamment un appel publié hier matin par la Pravda et signé par le Comité central du Parti communiste soviétique, le présidium du Soviet suprême (direction collective de l'État) et le conseil des ministres.

« La tragédie actuelle, si elle n'est pas arrêtée, peut se transformer en catastrophe nationale », affirmait le texte.

Parizeau...

un politicien ne puisse pas la rapporter », a d'abord établi le chef de l'Opposition.

M. Parizeau a ensuite raconté avoir dit, au cours d'une rencontre fortuite avec « un membre de l'équipe éditoriale » de ce journal, qu'il trouvait les derniers éditoriaux publiés dans *La Presse* « nettement moins fédéralistes à tout crin que ce qu'on connaissait habituellement ».

« Vous n'avez pas entendu parler de la scène de Landry », lui a répondu son interlocuteur, poursuit M. Parizeau. « J'ai dit non. Quelle scène de Landry ? Il me dit, il (M. Landry) a fait une réunion de l'équipe éditoriale et, à un moment donné, il met son poing sur la table et il dit : *Criss*, si ces maudits *blokes* veulent pas de nous autres comme on est, qu'ils mangent de la m... ! »

Landry nie

Invité hier à confirmer ces informations, le président de *La Presse* a soutenu n'avoir jamais prononcé ces paroles. « Il n'y a personne qui va me faire dire ce que je ne dis pas », a déclaré M. Landry, avant d'ajouter : « Ce n'est pas mon vocabulaire. Les *blokes*, ce n'est pas une expression que j'utilise. »

« C'est lui qui en portera l'odieuse », a de plus précisé M. Landry. Il a choisi le mauvais pistolet, si vous regardez ma position historiquement. Si M. Parizeau voulait me citer, et c'est ce qu'il semble avoir fait, est-ce qu'il n'aurait pas pu m'appeler et me demander ce qu'il en était ? »

Un appui déterminant

Pour sa part, au cours de l'entrevue, M. Parizeau se félicitait que, face à l'indépendance, l'élite des affaires, et particulièrement les jeunes, ait « cessé d'être homogène même si les gloires nationales dans le milieu des affaires ne sont pas nécessairement portées à faire des déclarations souverainistes emballees ».

Le chef de l'Opposition souhaite « qu'il y ait un certain nombre de déclarations un peu spectaculaires » et croit qu'il s'agira là d'une clé importante pour la réalisation de la souveraineté.

Il admet s'efforcer de convaincre des gens d'affaires de passer la rampe. « Je m'y essaie beaucoup. Mes conversations avec ces milieux-là ne se sont pas arrêtées. Au contraire, elle se sont intensifiées considérablement. »

Le chef péquiste laisse entendre de plus qu'il compte recevoir éventuellement l'appui de M. Serge Saucier, président de la firme RCMP (Raymond, Chabot, Martin, Paré) et membre actif d'un regroupement de gens d'affaires québécois qui réclament la ratification de l'accord du lac Meech.

M. Parizeau rappelle l'engagement de M. Saucier, en 1982, dans la bataille contre le projet de loi S-31 par lequel Ottawa visait à limiter les pouvoirs de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

« Si on avait réussi à passer à travers du bill S-31, c'est à cause des 21 signatures que Serge Saucier avait organisées. Quand j'ai vu Serge Saucier se repointer sur le lac Meech en disant qu'il faut l'adopter tel quel... Là, mon vieux, message compris ! On s'entend : il y a encore d'autres étapes à franchir », soutient le chef péquiste, pratiquement comme si ce n'était qu'une question de formalités avant qu'il ne compte ouvertement M. Saucier dans ses rangs.

Quatre adolescentes périssent dans l'incendie d'un centre de détention pour délinquantes

MONTREAL — Quatre adolescentes ont péri, tôt hier matin, dans l'incendie qui a vraisemblablement été allumé par deux de leurs compagnes, dans le pavillon satellite du centre Shawbridge de Laval, où sont détenues de jeunes délinquantes en attente de décision par les tribunaux.

par RICHARD DESMARAIS
collaboration spéciale

Le feu a pris naissance vers 0 h 52 au deuxième étage de l'immeuble situé au 3000 boulevard Lévesque à Laval. À ce moment, 10 adolescentes étaient gardées à cet endroit. Trois d'entre elles, dont celles qui auraient mis le feu, en ont profité pour s'échapper. Elles ont pu bénéficier du fait que le déclenchement d'alarme d'incendie entraîne automatiquement un déverrouillage des portes afin de permettre l'évacuation des occupants.

« Je les ai vues courir comme des folles. Je croyais qu'elles couraient après un chien », a raconté l'employé d'un restaurant chinois situé à proximité qui a assisté aux premières minutes de l'incendie

du pavillon Le Village du centre Shawbridge.

Trois autres résidentes du centre ont réussi à quitter les lieux sans difficulté, mais elles sont demeurées sur place. Les quatre dernières ont vraisemblablement été asphyxiées dans leur chambre.

Les vents violents qui soufflaient sur la région de Montréal au moment où l'incendie a débuté ont attisé le feu à la grandeur de l'immeuble. En l'espace de quelques minutes, le pavillon avait complètement disparu derrière un mur de fumée.

Les premiers pompiers arrivés sur place se sont précipités à l'intérieur du pavillon afin de secourir les adolescentes demeurées coincées. Les corps des quatre jeunes filles ont été sortis de l'im-

meuble en flamme, mais aucune d'elles ne présentait de signe de vie. Les techniciens d'Urgence-Santé ont quand même tenté sur place des manœuvres de réanimation.

Deux d'entre elles ont été déclarées mortes dans une ambulance. Transportées vers un hôpital, une troisième était déjà décédée au moment de son arrivée à l'institution. Quant à la quatrième, elle fut transportée à l'hôpital Sacre-Coeur de Cartierville. Elle fut maintenue en vie par des appareils jusqu'à vers 9 h du matin, mais les médecins ont été incapables de la sauver.

Les victimes ont été identifiées comme étant Michèle Thibault, 14 ans, Tina Poux, 14 ans, Tiffany MacKenzie, 15 ans et Christina Cain, 13 ans.

Au cours de la nuit les policiers de Laval ont reçu un appel anonyme d'un citoyen qui leur indiquait qu'il avait fait monter dans son automobile une adolescente à l'allure suspecte. Comme il leur avait

indiqué l'adresse où il l'avait fait descendre, les policiers ont eu tôt fait de l'appréhender dans une résidence du quartier Chomedey, à Laval.

Et durant l'avant-midi, les deux autres évadées ont été reprises par les policiers, à la suite d'informations de citoyens. Ce sont ces deux dernières qui sont considérées comme suspectes relativement à l'incendie qui a complètement détruit le pavillon. D'ailleurs, la police de Laval a fait savoir, en fin d'après-midi hier, qu'après un interrogatoire, les enquêteurs avaient décidé de porter contre celles-ci des accusations d'incendiat. Elles doivent comparaître lundi matin devant un juge de la division jeunesse de la cour du Québec.

Une fouille des décombres n'a pas permis de découvrir de traces d'accélérateur qui aurait pu être utilisé dans la pièce où le feu a pris naissance. Seuls des allumettes, du papier ou des tissus ont dû être utilisés pour mettre le feu.

Jeune femme tuée dans un accident de motoneige

Une jeune femme de 26 ans de Loretteville, Mme Hélène Couture, a été tuée sur le coup dans un accident de motoneige survenu hier matin, vers 10 h 30, dans un sentier du Club de la Jacques-Cartier. Son époux, Stéphane Savard, 25 ans, repose à l'hôpital Saint-Sacrement avec des fractures sérieuses aux jambes. C'est le premier accident mortel de l'année imputable à ce loisir hivernal, dans notre région.

par FRANÇOIS ROY
LE SOLEIL

La femme qui chevauchait la motoneige, derrière son époux, aurait été projetée violemment quand leur petit véhicule, qui dévalait une pente abrupte à grande vitesse, a frappé de plein fouet le véhicule sur chenilles (skidozer) servant à damer les sentiers.

Les deux victimes ont été transportées à l'hôpital Chauveau de Loretteville, où on constata le décès de Mme Couture, tandis que son compagnon était transféré à l'hôpital Saint-Sacrement.

Quatre ans de pénitencier pour agression sexuelle sur 3 fillettes

Michel Létourneau, cet individu de 49 ans reconnu coupable d'agression sexuelle et de séquestration de trois fillettes, le 13 octobre, a été condamné à quatre ans de pénitencier, hier, par le juge Gilles La Haye.

par NORMAND PROVENCHER
LE SOLEIL

Le magistrat — qui a affirmé n'avoir « aucun doute raisonnable » quant à la culpabilité de Létourneau — a assorti sa sentence d'une recommandation permettant à celui-ci d'être soigné pour ses troubles psychologiques.

Le juge La Haye se rendait donc aux arguments du procureur de la Couronne et de l'avocat de la défense. Le premier, Me André Plante, réclamait une peine « exemplaire » de cinq ans, réduite d'un an compte tenu que l'accusé est en détention préventive depuis bientôt cinq mois ; le second, Me Réjean Boutin, que son client puisse recevoir une aide médicale adéquate en prison.

Le 9 septembre, en début d'après-midi, Létourneau forçait trois fillettes de 7, 8 et 10 ans, qui déambulaient rue Dorchester, à monter à son appartement. C'est à cet endroit que le quadragénaire a déshabillé les jeunes victimes, avant de tenter d'avoir une relation sexuelle complète avec chacune d'entre elles. Létourneau s'est également livré à des actes de masturbation en leur présence. Il leur a défendu de parler de ce qui venait de se produire sinon il leur arriverait malheur.

L'agresseur, qui ne possédait aucun antécédent judiciaire et vivait de l'aide sociale, a toujours nié ces faits, parlant plutôt de « coup monté des policiers » et de « racontars de jeunes filles ».

Aucun remord

Dans sa représentation sur sentence, le procureur de la Couronne s'est longuement attardé, hier, sur trois rapports portant sur l'évaluation psychologique de Létourneau, préparés par un agent de probation, un sexologue et un psychologue.

Ainsi, l'accusé est décrit comme un être schizophrène et impulsif, ne pouvant refouler ses instincts sexuels. On le disait néanmoins capable de fonctionner en société grâce à la médication qu'il absorbe depuis 1975, à sa sortie de l'hôpital Robert-Giffard.

En aucun moment, notent les rapports, Létourneau n'a cependant démontré quelque remord que ce soit à la suite des gestes posés à l'endroit de ses jeunes victimes, dont l'une doit, depuis, être suivie par un psychologue. Les risques de récidive sont donc élevés, soulignent les experts.

La région de Lévis-Lauzon reçoit 2 gifles

SAINT-GEORGES — La région de Lévis-Lauzon a reçu deux bonnes gifles hier à la conférence socio-économique de Chaudière-Appalaches qui se termine aujourd'hui à Saint-Georges de Beauce. Des deux projets majeurs de développement industriel qu'elle y défendait, aucun n'a reçu l'appui financier souhaité du gouvernement provincial.

par FORTUNAT MARCOUX
LE SOLEIL

Le ministre de l'Industrie et de la Technologie, Gerald Tremblay, n'avait aucun cent à offrir dans le dossier du prolongement sur la Rive-Sud du réseau métropolitain de transport et de distribution de gaz naturel, ni pour le projet d'aménagement d'un parc industriel et portuaire pour industries à grand gabarit.

La ministre de l'Énergie et des Ressources, et responsable du Développement régional, Lise Bacon, a déclaré que le gouvernement n'est pas prêt à prendre une décision dans le dossier du gaz naturel. « On veut d'abord évaluer le potentiel du marché. » Cependant, Mme Bacon n'a pas caché que ce projet devrait être réalisé par l'entreprise privée.

Les promoteurs demandaient une subvention de 12,8 millions \$ pour réaliser des travaux au coût de 22,3 millions \$ prévoyant la traversée sous-fluviale et le prolongement du réseau à Charny, Lévis-Lauzon, et Saint-Romuald.

Quant au projet de création d'un parc industriel et portuaire de 172 acres dans les hauts plateaux de Lauzon, au coût de 89,6 millions \$, le ministre Tremblay n'avait rien à donner, même en grattant les fonds des tiroirs. Les promoteurs auraient été satisfaits s'ils avaient obtenu une contribution de 460 000 \$ pour au moins amorcer l'étude des infrastructures.

M. Tremblay s'est borné à expliquer que son ministère

n'avait pas de programme pour l'aménagement « prévisionnel » d'un parc.

Dépit et déception

Les porte-parole des promoteurs, M. Denis Grenier, maire de Saint-Romuald et président de la Société du parc industriel et portuaire de Québec-Sud, et M. Bertrand Crête, commissaire industriel à la Corporation de développement économique de Pointe-Lévy, n'ont pas caché leur mécontentement et leur grande déception.

« On est embarqué dans un cercle vicieux : pas d'industrie, pas de parc ; pas de parc, pas d'industrie », ont-ils réagi avec colère.

« Dans le dossier du gaz naturel, la décision du gouvernement ne nous a pas surpris. Cependant, on ne s'attendait pas à essuyer un refus pour le parc. Nos devoirs sont faits depuis 1974. Réellement, on croyait que le dossier allait enfin débloquer », a commenté M. Crête.

Peu généreux

Le ministre Tremblay s'est fait peu d'amis. Il n'a pas été généreux. Il n'a rien donné.

Quant à Mme Bacon, elle a annoncé des contributions gouvernementales totalisant 462 500 \$ par le biais de l'Office de planification et de développement de Québec, soit 262 500 \$ pour la construction d'un motel industriel à Saint-Camille (Etchemins) et 200 000 \$ à la Société d'expansion de Nouvelle-Beauce pour



La ministre de l'Énergie et des Ressources, et responsable du Développement régional, Lise Bacon, a déclaré que le gouvernement n'est pas prêt à prendre une décision dans le dossier du gaz naturel. Mme Bacon est ici encadrée des ministres Yvon Vallières (à gauche) et Robert Dutil.

Sommet
économique
CHAUDIÈRE-
APPALACHES

un projet pilote dans la région Chaudière-Appalaches pour le développement d'un commissariat technologique et rural.

Concernant le projet de modernisation à la fine pointe de la technologie de l'usine de tissage de Consoltex à Montmagny, au coût de 13,5 millions \$, M. Tremblay a promis que le gouvernement provincial embarquera si le gouvernement fédéral y contribue.

Ryan déçoit en refusant la création d'une université

Au sommet de la région Chaudière-Appalaches, le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science, M. Claude Ryan, a déçu tout le monde en refusant d'autoriser la création d'une université. Il a néanmoins favorisé des dossiers prévoyant des investissements d'environ 20 millions \$ sur une liste de demandes totalisant plus de 50 millions \$.

par GILLES PÉPIN
LE SOLEIL

M. Ryan est d'avis que le Québec possède actuellement un réseau d'établissements universitaires suffisamment élaboré et qui vit des problèmes de financement et de développement. Avant de consentir à la création d'une autre université, ajoutait-il, le gouvernement doit exiger que toutes les implications soient soigneusement analysées.

Le ministre a aussi déclaré avoir reçu d'autres demandes semblables à ville de Laval et sur la rive sud de Montréal. Il veut donc être prudent dans l'analyse des besoins et des ressources financières.

M. Ryan a cependant annoncé l'implantation du cégep Beauce-Appalaches, dont la corporation sera présidée par M. Roger Carrette. Le Séminaire de Saint-Georges, qui donne l'enseignement collégial à titre d'établissement privé d'intérêt public, doit prévoir le transfert au secteur public pour septembre.

Les effectifs, qui y sont actuellement de 600 élèves, pourraient sans doute augmenter de 40 % à la suite de cette accessibilité accrue, a laissé voir le porte-parole du comité initiateur, M. Florent Roy. Mais au-

cun montant n'a encore été mentionné en regard des investissements à ajouter.

Des demandes d'antennes des cégeps de La Pocatière et de Lévis-Lauzon, respectivement à Montmagny et dans le secteur de Charny, ont été refusées, en attendant des études de besoins plus élaborées. L'agrandissement d'une école secondaire à Saint-Charles n'a pas été jugée plus urgente.

Le feu vert a été donné à un projet d'agrandissement de 1,6 million \$ du centre spécialisé des techniques de plastiques du Cégep de l'Amiante.

Agro-alimentaire

À la table sectorielle de l'agro-alimentaire seulement trois projets, évalués à 3 millions \$, ont été acceptés définitivement par le ministre Michel Pagé : des subventions pour ces projets totaliseront 562 000 \$. D'autres subventions ont été annoncées pour des projets dont la discussion doit se continuer, de sorte que le total des subventions du gouvernement du Québec totaliseront probablement 1 282 000 \$ pour des projets évalués à 2 866 000 \$.

Une entreprise de Saint-Lambert de Lévis, la société 2551-4415 Québec Inc., aura 400 000 \$ pour l'aider à remettre en culture des terres abandonnées en y produisant de la

luzerne sur de grandes superficies et implanter une usine de désydratation de ce produit. Le projet requiert des investissements de 2,5 millions \$. Le ministre Pagé a exigé cependant que des études soient d'abord approfondies pour garantir les approvisionnements et assurer la rentabilité.

Le Syndicat des acériculteurs de Beauce a obtenu un des produits de l'érable. La Fédération des acériculteurs du Québec doit contribuer pour un montant identique à celui du ministère.

Des échanges doivent se poursuivre avec le ministère et l'OPDQ sur plusieurs projets qui ont encore une chance d'être inclus également dans l'entente-cadre devant être signée en avril.



Avant de consentir à la création d'une autre université, le gouvernement doit exiger que toutes les implications soient soigneusement analysées, soutient le ministre Ryan.

Les à-côtés du sommet

■ Feu vert à l'Hôtel-Dieu de Lévis

Le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Marc-Yvan Coté, a autorisé, hier soir, le réaménagement de la salle d'urgence de l'Hôtel-Dieu de Lévis. La direction du centre hospitalier de la Rive-Sud attendait cette décision depuis 1985. Le projet évalué à 7 millions \$ permettra notamment d'augmenter de 12 à 18 le nombre de places à l'urgence.

■ Maire mécontent

Le maire de Sainte-Marie, Pierre-Maurice Vachon, était plutôt mécontent, hier, de la réponse donnée par la ministre responsable du Développement régional, Lise Bacon. « On nous répond qu'il n'y a pas de programme et on exige de nouvelles études. Des études, nous en avons déjà des piles. Ce qui est pire, c'est l'absence évidente d'une volonté politique d'arrêter les dommages causés par les inondations », a signalé le maire Vachon.

■ En avril prochain

Le ministre de l'Agriculture, Michel Pagé, a annoncé que de nouveaux programmes seront mis en vigueur en avril prochain et que plusieurs projets présentés au sommet devront être étudiés dans cette perspective. « Ce sera une première au Québec », a-t-il dit en précisant qu'une partie de l'enveloppe budgétaire sera réservée aux initiatives régionales.

■ Bureau régional

Un bureau régional de l'Office de planification et de développement du Québec sera ouvert en Chaudière-Appalaches. La ministre responsable du Développement régional, Mme Lise Bacon, en a fait la promesse. La décision quant à la localisation ne sera annoncée que lors de la signature de l'entente cadre qui doit suivre le sommet régional, soit dans environ trois mois. Le bureau emploiera une dizaine de personnes.

■ Transport : des études à faire

Même s'il a consenti à dépenser près de 2,5 millions \$ dans la région, le ministre délégué aux Transports, M. Yvon Vallières, n'a donné le feu vert à aucun des dix projets requérant un appui financier de l'ordre de près de 100 millions \$. Des études de circulation, des améliorations de routes, des réfections de voies de circulation seront faites mais aucune promesse de concrétisation de projet n'a été donnée.

Des études plus poussées détailleront les projets de prolongement de l'autoroute Robert-Cliche jusqu'à Saint-Georges (55 millions \$) et la réfection de la route Kennedy de Lévis à Saint-Henri (30 millions \$). Quant à la construction d'un nouveau pont à Saint-Joseph (12 millions \$), le ministre Vallières a dit non, mais il a sorti 650 000 \$ de son portefeuille pour la réfection des approches au pont actuel, vieux de 81 ans, et pour la réparation de son tablier.

■ Une seule place pour le PQ

Si tous les membres de la députation libérale de la région avaient leur siège autour de la grande table du sommet, il n'y en avait qu'un seul pour les deux élus du Parti québécois. Le « vétéran » Jean Garon a pris place entre les « rouges » et les préfets des MRC alors que la nouvelle députée des Chutes-de-la-Chaudière, Mme Denise Carrier-Perreault, était assise parmi les observateurs en compagnie des députés fédéraux Gabriel Fontaine (Lévis) et Gilles Bernier (Beauce). Elle est toutefois venue s'asseoir à la grande table lors du débat sur l'implantation d'un centre de formation du Cégep de Lévis-Lauzon dans sa circonscription.

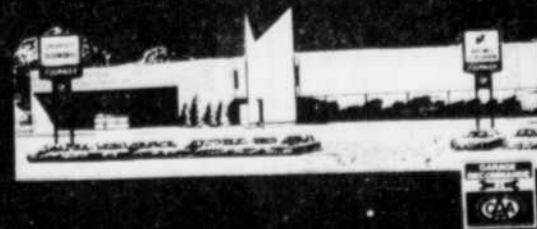
■ Projet en réévaluation

Voulant augmenter les chances de réussite de son projet d'aménagement de pistes cyclables, la MRC Chutes-de-la-Chaudière décide de retirer son projet du secteur loisir pour l'acheminer à celui des transports. On avait informé les porte-parole de la MRC qu'un programme tout désigné pour eux apparaissait à la programmation du ministère de Transports. Quelle ne fut pas leur surprise d'apprendre de la bouche du ministre délégué aux Transports, M. Yvon Vallières, que ledit programme est en réévaluation et que leur projet ne peut être retenu pour cette raison.

«UNE GM FOURNIER»
FACILE À ACHETER,
UN PLAISIR
À POSSÉDER!



FOURNIER
Chevrolet Oldsmobile Inc.
Boul. de la Capitale-Sortie Pierre-Bertrand
687-5170



Port de la ceinture de sécurité sur la banquette arrière

Le chauffeur de taxi veut être libéré de cette obligation

Propriétaires et chauffeurs de taxis sont prêts à utiliser tous les moyens de pression nécessaires pour amener le gouvernement à réviser certains des derniers amendements au Code de la sécurité routière.

par RICHARD CÔTÉ
LE SOLEIL

« Cette nouvelle version du code qui rend obligatoire le port de la ceinture de sécurité pour les pas-

sagers du siège arrière risque de nous pénaliser injustement et de bien des façons », a expliqué hier au SOLEIL le président de la Ligue de taxi Québec inc, M. Raymond Martel.

Selon M. Martel, cette législation, qui est en vigueur depuis le

1^{er} janvier, rend le chauffeur de taxi responsable dans le cas où un passager de 5 à 16 ans assis sur la banquette arrière ne porte pas sa ceinture de sécurité. Les enfants de moins de cinq ans ne sont pas visés par cette obligation.

« Plusieurs de nos membres qui transportent des écoliers quotidiennement auront beaucoup de difficulté à faire respecter cette règle, dit-il, ils peuvent exiger des enfants d'attacher leur ceinture au moment de monter dans le véhicule, mais peuvent-ils par la suite vérifier constamment s'ils ne l'ont pas détachée ? Quand on sait comment il est difficile de faire ça avec ses propres enfants, imaginez ce que ce sera avec des

étrangers ! »

D'après la loi, le chauffeur de taxi pris en défaut écoperait une amende d'environ 45 \$ à 85 \$ en plus de perdre des points d'aptitude. « C'est une mesure d'autant plus injuste que les chauffeurs de taxi qui passent leurs journées complètes sur la route n'ont droit qu'au même nombre de points de démerite que les automobilistes qui ne font que se rendre au bureau avec leur voiture », note M. Martel.

Le président de la Ligue de taxi affirme avoir déjà eu des consultations avec ses confrères de Montréal et des autres régions qui réagissent de la même façon que les chauffeurs de Québec. À la suite

de ces contacts, ils ont présenté leurs récriminations au ministre responsable du Transport et de la Sécurité publique, Sam Elkas, qui leur a demandé d'effectuer leurs représentations par écrit.

« Le président de la Régie de l'assurance automobile du Québec, Jean-Pierre Vézina, s'est mis un doigt dans l'oeil en faisant tout pour convaincre le gouvernement d'adopter rapidement ce décret sans consultation aucune, a fait remarquer M. Martel. « Maintenant, nous sommes 9000 chauffeurs de taxi au Québec qui sont mécontents et prêts à prendre les moyens pour que cette situation soit corrigée le plus rapidement possible ».



« Fantôme » à l'Enfant-Jésus

En prenant cette photo, le photographe du SOLEIL jure qu'il a emprisonné le fantôme de l'unité d'orthopédie de l'hôpital de l'Enfant-Jésus. C'était l'effervescence, hier, dans l'ailé 500 : la nouvelle courait que des phénomènes bizarres s'y déroulaient, la nuit : apparition d'une dame de blanc vêtue, des cintres qui bougent, un téléviseur qui s'allume tout seul. Le directeur général de l'établissement, Gaston Pellan, affirme que « curieusement, ces phénomènes arrivent toujours en période de négociation ». N'empêche qu'il a promis une entrevue exclusive au SOLEIL avec le fantôme... si jamais il met la main dessus.

À Baie-Comeau en 1990

Budget de 42 millions \$ caractérisé par une baisse de l'impôt foncier

BAIE-COMEAU - Une baisse de l'impôt foncier et un gel de la taxe d'affaires caractérisent le budget de tout près de 42 millions \$ de la ville de Baie-Comeau en 1990.

Ce budget 90 est l'aboutissement de plusieurs années d'efforts pour bien camper les finances municipales, estime le maire Roger Thériault.

Le budget de fonctionnement comme tel de Baie-Comeau se chiffre, cette année, par 34,6 millions \$, en hausse de quelque 5 % par rapport à l'année précédente. Situation particulière pour cette

ville de plus de 26 000 habitants, s'ajoute toutefois au budget de fonctionnement proprement dit l'administration du réseau d'électricité municipale qui générera en 1990 des ventes brutes de 8,4 millions \$ d'où se dégagera un bénéfice net de 1,2 million \$.

Les recettes de la municipalité proviennent néanmoins pour l'essentiel des taxes, soit 24,5 millions \$; il s'agit d'une baisse de 4,14 % par rapport à 1989. S'y ajoutent entre autres tout près de 4 millions \$ en compensations tenant lieu de taxes.

Au chapitre des dépenses, ce sont les frais de financement qui

prennent la part du lion avec tout près de 7,2 millions \$.

La sécurité publique, notamment la police, coûtera 5,3 millions \$ à Baie-Comeau en 1990. Des déboursés du même ordre seront requis pour les services de la voirie.

Les loisirs et la culture viennent ensuite avec des déboursés totaux d'un peu moins de 5 millions \$. Ce sont aussi tout près de 5 millions \$, soit 11,8 % des 41,8 millions \$ du budget global, qui seront requis pour l'administration générale de la ville.

Au chapitre de l'hygiène du milieu, la facture se chiffrera par 2,9 millions \$.

L'administration a par ailleurs en caisse 1,1 million \$ pour les imprévus, les subventions, etc.

Forum

DES ÉCOLES SECONDAIRES DE LA CECQ

Dimanche 21 janvier à l'école Joseph-François-Perrault à 13 heures
Dimanche 28 janvier à l'école Jean-de-Brébeuf à 13 heures

Vous êtes parents d'élèves et vous voulez aider votre enfant à faire un bon choix à l'entrée du secondaire ?

Les écoles secondaires de la Commission des écoles catholiques de Québec offrent à votre enfant un milieu d'études stimulant, ouvert sur la société.

Venez découvrir ces écoles, leurs spécialisations, leurs réalisations, au Forum des écoles secondaires de la CECQ, les dimanches 21 et 28 janvier à 13h. Rencontrez les directrices, les directeurs, le personnel enseignant, les élèves et prenez tous les renseignements qui vous aideront à mettre votre enfant sur la bonne voie.

DES ÉCOLES À APPRENDRE

École Joseph-François-Perrault

Activités complémentaires d'enrichissement

« Je sais que j'aurai beaucoup plus de choix pour mon orientation si j'ai fait des études secondaires solides. Et comme j'ai pas mal de facilités pour apprendre, je ne veux pas perdre mon temps. À Joseph-François-Perrault, je me sens bien encadré et on me pousse à donner le maximum de moi-même. »

Patrick, 14 ans

École Jean-de-Brébeuf

Concentration Musique

« Ce que je veux faire dans la vie ? De la musique ! Comme musicienne d'orchestre ou comme enseignante, on verra bien... Mais je ne vois pas mon avenir hors de la musique. À l'école Jean-de-Brébeuf, j'ai vraiment les moyens de préparer une carrière musicale. J'ai mes cours de piano sur place et de bons enseignants ! »

Cécile, 15 ans

École Notre-Dame-de-Roc-Amador

Option Latin

« L'école Roc-Amador, c'est l'école de mon quartier. Elle n'est pas trop grosse et je ne me suis pas sentie dépaylée en passant du primaire au secondaire. Ce qui est bien aussi, c'est que toutes mes copines sont là. Je n'aurais pas aimé ça être dans une classe où je n'aurais connu presque personne. »

Isabelle, 13 ans

École Vanier

Structures d'accueil adaptées

« À l'école Vanier, je me suis tout de suite senti bien. Au lieu d'être avec tous les grands, on a un étage à nous où il n'y a que les élèves de la première année du secondaire et nos profs. Ils nous connaissent bien et on ne se sent pas comme un numéro. »

Pierre, 13 ans

École Cardinal-Roy

Option Sports-Arts-Études

« Jusqu'ici, j'étais obligée de suivre mes cours de ballet en ville, en dehors des heures de classe. Mais maintenant, avec l'option Sports-Arts-Études, je peux tout avoir sur place. Je gagne du temps et je me prépare sérieusement à l'école de ballet, sans que mes études en souffrent. Mon frère est ici, lui aussi. Il a pris l'option Notation. »

Justine, 14 ans

St. Patrick's High School

École publique anglophone

« What I like in St. Patrick's High School is that it is a very dynamic school. There is always something special going on: a public speaking contest, a science fair, a football game, an art contest. You feel part of a community. Beside that, it's a very good school ! »

CHRIS, 15 ans

Maitrise de Québec

Section secondaire

« Je suis chanteur à la Maitrise de Québec et comme on a tous les jours des répétitions, on est dans une école spéciale. Comme on passe beaucoup d'heures à chanter, il faut travailler fort pour voir tout le programme. Mais on y arrive. On est réparti en petits "groupes-classe" et on est très bien suivi. »

Olivier, 14 ans

Bienvenue en grand nombre !

le 21 janvier à 13 heures
à l'école Joseph-François-Perrault
140, chemin Sainte-Foy, Québec

le 28 janvier à 13 heures
à l'école Jean-de-Brébeuf
1640, 8e Avenue, Québec



« La bonne voie à prendre »



JOHN NOLAN

NÉ SOUS UNE BONNE ÉTOILE

Parmi le vaste monde des affaires, on remarque une personne hors pair et, en l'occurrence, très recherchée. Cette élite de la vente (convoitée de toutes parts) fait preuve d'une constante performance, puisqu'il remporte, encore une fois, le titre de vendeur du mois (DÉCEMBRE 1989). Malheureusement pour les autres de ce monde, John Nolan, toujours fidèle chez Honda Lallier Sainte-Foy, commence la nouvelle décennie avec le même objectif. Offrir un service d'excellence à sa clientèle actuelle et future.



2000, boul. Charest Ouest, Sainte-Foy,
Québec. Le n° 1 au Canada
687-2525

DU
15 AU 31
JANVIER 1990

NEUF

- Ensemble bureau et bahut exécutif, série 88 Régulier 1 300\$ Réduit à 1 100\$
- Fauteuil Artopex 982 THB grade 13 Régulier 420\$ Réduit à 389\$
- Classeurs Artopex Réguliers de 35\$
- Chemises Reversaflex, couleurs assorties Réduites à 18\$/25
- Régulier 21,50
- Lot de fauteuils Réduits de 40% à 50% du prix suggéré
- Bureau exécutif, 36 x 72 Régulier 365\$ Réduit 329\$
- Armoires à papeterie Régulier 285\$ Réduites 259\$
- Table informatique La Capitale Régulier 220\$ Réduite 199\$
- Encadrement Réduit de 20%

1 sous-main gratuit à l'achat d'un bureau de 300\$ et plus
• Nombreux autres spéciaux en salle de montre.

AMEUBLEMENT DE BUREAU
LA CAPITALE

1990, boul. Charest ouest
Centre Lévesque
Parc Jean-Talbot Nord
Sainte-Foy, Qc

527-2593
1-800-463-1829

Financement des centres hospitaliers

L'Ontarien défraie 184 \$ de plus que le Québécois

Le citoyen ontarien défraie de sa poche 184 \$ de plus que le Québécois pour ses soins de santé. Cette dépense privée équivaut à une contribution de 1 250 000 \$ au régime public de santé. C'est ce que révèle l'Association des hôpitaux du Québec (AHQ) dans un important mémoire sur le financement des centres hospitaliers québécois rendu public, hier.

par LOUISE LEMIEUX
LE SOLEIL

Dans son document, l'AHQ présente la situation financière des centres hospitaliers du Québec. « Malgré l'effort tangible du gouvernement... malgré des règles de gestion contraignantes, en dépit des efforts majeurs des établissements pour atteindre l'équilibre budgétaire, des déficits d'environ 20 millions \$ par année ont été observés chez un nombre croissant de centres hospitaliers qui éprou-

vent des difficultés financières », a déclaré hier M. Henri Favre, le président de l'organisme. À ce déficit annuel de 20 millions \$, s'ajoute un déficit accumulé de 44,6 millions \$.

La situation financière difficile des hôpitaux survient à un moment où le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec diminuent leur quote-part. Entre 1978 et 1987, la contribution du fédéral est passée de 32 % à 27 % des dépenses totales de la santé.

Quant au Québec, il consacre actuellement 6,8 % du PIB à la santé; en 1985-86, ce pourcentage était de 7,3 %.

La situation financière difficile des hôpitaux entraîne inévitablement une baisse de la qualité des services. Ainsi, le malade doit attendre de plus en plus longtemps avant d'être hospitalisé. Le Québec accuse aussi des retards dans l'introduction de nouvelles technologies, constate l'AHQ.

Ni l'Etat, ni le personnel hospitalier ne peuvent être blâmés pour cette situation, fait-on remarquer dans le mémoire. L'Etat a fait un bel effort depuis 1986, en consolidant les déficits des établissements et en revoyant le mode de financement. Quand au personnel, sa productivité continue d'augmenter malgré l'alourdissement de la clientèle.

Comme en Ontario

C'est inévitable, estime l'AHQ, le citoyen doit contribuer au système de santé. En Ontario, la con-

tribution personnelle (ou par le biais de régime privé d'assurance) est de 184 \$ de plus qu'au Québec. En Ontario, le citoyen doit par exemple payer 30 % du coût d'une prothèse. Au Québec, les prothèses sont gratuites. Le prix des chambres semi-privées va de 27 \$ à 38 \$ par jour chez nous. En Ontario, la même chambre coûte de 30 \$ à 70 \$ par jour.

LE SOLEIL a publié hier les diverses solutions suggérées par l'AHQ pour financer le réseau de santé :

— hausse des frais d'hébergement pour les séjours de longue durée à l'hôpital (une contribution de 10 \$ par jour rapporterait 76 millions \$);

- une hausse des frais chargés aux non-résidents;
- la désassurance des services « non-médicalement requis »;
- un forfaitaire de base pour les services médicaux et pharmaceutiques avec plafond mensuel;
- des frais hospitaliers pour les conducteurs en état d'ébriété hospitalisés à la suite d'un accident;
- le crédit d'impôt à rebours;
- une tarification pour l'aide à domicile;
- un régime enregistré d'épargne-hébergement favorisant le maintien à domicile des personnes en perte d'autonomie.

Débat public

« Par nos mesures, nous proposons une contribution de l'usager plutôt que des frais modérateurs.

Cette contribution serait minime par rapport aux services offerts. Nous croyons que le Québécois ordinaire va réagir, réfléchir et accepter notre proposition », a déclaré, hier, Michel Cléroux au cours d'une conversation téléphonique.

Le porte-parole de l'AHQ s'attend à ce que les suggestions de son organisme fassent l'objet de vives discussions lors de la commission parlementaire sur l'avant-projet de loi de la santé et des services sociaux qui s'amorce mardi.

« Ce qu'on a voulu faire par notre mémoire c'est de lancer le débat, en mettant toutes les cartes sur la table », a conclu M. Cléroux.

Étude du 714 X : Naessens exige la participation de trois autres spécialistes

SHERBROOKE (d'après PC) — Tout en se disant prêt à soumettre les documents demandés par un médecin de l'Institut du cancer de l'hôpital Notre-Dame de Montréal, le chercheur de Rock Forest Gaston Naessens exige la participation de trois spécialistes de l'extérieur à l'étude du médicament 714 X proposée par le Dr Jacques Jolivet.

Le chercheur a apporté cette précision hier en conférence de presse en expliquant qu'il voulait ainsi éviter que le Dr Jolivet soit éventuellement accusé de partialité, parce que dans la proposition originale on ne parlait que de trois médecins du Collège des médecins qui analyseraient les résultats déjà obtenus grâce au médicament controversé.

L'oncologue Jolivet, de Mont-

réal, a proposé à M. Naessens, plus tôt cette semaine, d'évaluer les dossiers de patients déjà traités au 714 X. Trois médecins doivent participer à cette évaluation et M. Naessens veut maintenant que l'on autorise la participation de trois autres médecins de l'extérieur du pays, dont un de Paris et l'autre de New York.

Les résultats de l'évaluation doivent être rendus publics, qu'ils soient favorables ou non au médicament.

**SALON DE
QUILLES
ET
BILLARD**
CENTRE DU VANDER

*Bienvenue
AUX
PRÉSIDENTS
DE LIGUES
DE PETITES
QUILLES*

Attention!
5 à 7

Venez nous rencontrer mardi et obtenez tous les renseignements au sujet de la prochaine saison.

Réservations: 682-3323

**COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE
EASTERN QUÉBEC**

ANGLAIS — LANGUE SECONDE

CONÇU SPÉCIALEMENT POUR TOUT LE PERSONNEL DE
L'HÉBERGEMENT ET DE LA RESTAURATION

La Commission de formation professionnelle (CFP) - région de Québec, en collaboration avec la Commission scolaire régionale Eastern Québec, offre une session de cours en "Anglais - langue seconde" spécialement destinée à faciliter vos communications avec la clientèle anglophone.

L'objectif visé sera la **communication orale** et la **compréhension**.

DATES: Du 19 février au 10 avril 1990
DURÉE: 45 heures (8 semaines)
HORAIRE: les lundis et mardis de 17 h 30 à 20 h 15
ENDROIT: Hôtel du centre-ville de Québec, Sainte-Foy et de la Côte-de-Beaupré (à préciser)
FRAIS D'INSCRIPTION: 45\$ payables lors du test de classement

**ADULT
EDUCATION**

**RENSEIGNEMENTS ET
PREINSCRIPTION:**

**Madame Marie Marotta
(418) 688-8733**

Marc-Edouard Boily

DENTUROLOGISTE

M. Marc-Edouard Boily D.D. est heureux d'annoncer l'arrivée de M. Benoît Page D.D. au sein de son équipe.

M. Page est membre de l'Ordre des denturologistes du Québec et de l'Association des denturologistes du Québec.

Il pratique la denturologie depuis 7 ans; il vous informe qu'il exerce maintenant sa profession à la:

**CLINIQUE DE DENTUROLOGIE
MARC-EDOUARD BOILY D.D.,
550, avenue Royale
Beauport (Québec) G1E 1Y1**

Son dynamisme rejoint parfaitement l'esprit de la clinique.

**Pour rendez-vous,
composez le 666-5933
(fabrication et réparation
de prothèses dentaires)**

N.B. : M. Benoît Page D.D. assume toujours le service à son bureau de St-Raymond, c/c Portneuf.

*Au cœur du Vieux-Beauport,
dans un environnement unique...*

**M. Benoît Page D.D.
Denturologiste**

**VOUS VOULEZ
DÉCORER
ET VOUS N'AVEZ
PAS LE TEMPS?**

Je vous offre un service personnalisé pour aménager votre intérieur en plus d'effectuer pour vous le magasinage de meubles, tentures, accessoires, et objets d'art.

**Jean-Pierre Ayotte
845-2813**

**MAISON DE RECHERCHES
SÉLECTIVES (QUÉBEC) INC.**

**MR
OSR**

- Recherches de noms corporatifs
- Livres de procès-verbaux
- Sceaux corporatifs
- Autres services

**Obtention de statut
d'incorporation
Fédéral en 48 heures
Provincial en 24 heures**

2893, 1^{re} Avenue
bureau 24
Québec
Tél.: (418) 628-1138
1-800-463-5313

CARILLON

HÔTEL

**RÉCEPTIONS ET BANQUETS
DE TOUT GENRE**

Plusieurs salles à votre disposition avec équipements audiovisuels disponibles.

RÉSERVATION: Marie Fiset (418) 653-5234

**CLINIQUE D'OPHTALMOLOGIE
Dr J.R. Clément m.d.**
C.S.P.Q., F.R.C.S. (C), F.A.C.S.

♦ VERRES DE CONTACT	♦ LENTILLES JETABLES
♦ Correction de l'astigmatisme	♦ Pathologies reliées aux verres de contact
♦ Lentilles double foyer	♦ Examen de la vue

PLACE DE LA CITÉ
2635, boul. Hochelaga, Sainte-Foy, QC G1V 4T3 (418) 654 1488

PEAU SUR PEAU

BAGAGERIE	30%
<i>rabais</i>	
VÊTEMENTS	30%
<i>rabais</i>	
CHAUSSURES	40%
<i>rabais</i>	

au masculin et au féminin

**QUARTIER
PETIT CHAMPLAIN**

70, Le Grand Champlain, Québec, G1K 4H7 418-692-5132

85, Petit Champlain, Québec, G1K 4H5 418-694-1921

FAUBOURG

SIGNE UNE VRAIE VENTE

UN SOLDE

fou!

70% ET 80%

sur la majorité de nos collections automne-hiver.

50%

sur certains autres vêtements

Importations dans les tailles de 4 à 24, tailles régulières et notre spécialité grandes tailles de la collection Patrizia de Mundi.

**FAUBOURG
SIGNATURE**

Stationnement intérieur et visuel parking
Complexe Germain des Prés (coin du Fiacre Ste-Foy)
Sainte-Foy - 657-6696

Sportifs

**AMATEURS
DE PLEIN AIR**

ENSEMBLE DE SKI ALPIN
pour homme et dame

SUPER RABAIS

DE 50%

Prix à partir de 179,95 \$

Modèles
Tissus
Couleurs
Grandeurs
variés

*Là où on
vous en offre
toujours plus*

G.H. ECHÈNE & FILS INC.

• 4880, BOUL. SAINTE-ANNE MONTMORENCY (PRÈS DES CHUTES)	• PLACE QUATRE-BOURGEOIS ANGLE DUPLESSIS et QUATRE-BOURGEOIS STE-FOY	• PLACE LAURIER MAIL SUD-OUEST 2 ^e NIVEAU (PRÈS DE LA BAIE)
• GALERIES DE LA CAPITALE (PRÈS DE LA BAIE, 2 ^e ÉTAGE)	• CENTRE D'ACHATS CANADIENNE QUÉBEC	• PLACE FLEUR DE LYS (PRÈS DE LAURA SECORD)

Le premier ministre Bourassa se montre compréhensif à l'endroit de Paradis

Même s'il ne veut pas s'engager tout de suite à lui donner les 50 millions \$ qu'il réclame, le premier ministre Bourassa s'est montré compréhensif à l'endroit de son bouillant ministre de l'Environnement, dont M. Jacques Parizeau réclame la démission.

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

Aux journalistes qui lui demandait

s'il approuvait les propos alarmistes de M. Paradis, M. Bourassa a répondu qu'il fallait les situer dans leur contexte. « Ça fait suite

aux problèmes de l'usine Balmat à Saint-Jean », a-t-il expliqué, rappelant que ce problème l'avait lui-même préoccupé durant la dernière campagne électorale.

Le premier ministre a d'ailleurs reconnu que les réclamations de son ministre ne sont pas dénuées

de fondement, dans la mesure où les 50 millions \$ qu'il demande avaient été promis formellement durant la dernière campagne électorale.

« Nous sommes encore à discuter du budget. Je ne peux pas commencer à faire des déclarations pour dire : tel montant dans tel ministère, tel montant dans tel autre, a-t-il déclaré. Tout ce que je peux dire, c'est que l'engagement qu'on a pris, on va tout faire pour le respecter. »

Manifestement, M. Bourassa ne veut pas donner l'impression de céder aux pressions de son ministre. Comme dans le cas du sous-ministre André Trudeau, qui sera muté à d'autres fonctions dans quelques mois si M. Paradis souhaite toujours son départ, le ministère de l'Environnement finira sans doute par avoir ses 50 millions \$.

Port de la ceinture de sécurité : le Québec se classe au-dessus de la moyenne nationale

OTTAWA (PC) — Avec 82 % de ses automobilistes qui portent la ceinture de sécurité, le Québec se classe au nombre des cinq provinces dont le taux est supérieur à la moyenne nationale de 73,9 %.

Les chiffres ont été publiés par le ministère fédéral des Transports, jeudi, à la suite d'une enquête au-

près de quelque 55 000 automobilistes. La Saskatchewan se classe bonne première avec 88 %. Son taux était de 81 % en 1988. Sui-

vent alors (le chiffre entre parenthèses représente la moyenne de 1988) la Colombie-Britannique avec 85 % (80), le Québec avec 82 % (82), le Manitoba avec 79 % (66) et la Nouvelle-Écosse avec 79 % (73).

À L'UNIVERSITÉ

par LISE LACHANCE
LE SOLEIL

Les étudiants s'inquiètent de l'avenir de la planète à Laval

Les étudiants de l'université Laval considèrent que le monde est en crise à cause des problèmes environnementaux. Cette situation les inquiète à un point tel que plusieurs d'entre eux se disent prêts à aider financièrement le gouvernement dans sa lutte environnementale. En effet, si ce dernier décidait de retenir 1 ou 2 % du salaire pour placer cette somme dans un fonds spécial consacré à l'environnement, 56 % appuieraient cette mesure. Voilà ce qui ressort d'un sondage effectué auprès de 305 étudiants de toutes les facultés par le journal Impact Campus. Les étudiants sont inquiets de l'avenir de la planète, même s'ils voient une lueur d'espoir dans le fait que les gens sont de plus en plus conscients du danger qui nous guette. Ils réclament des amendes exemplaires pour les usines polluantes et demandent aux médias de jouer un rôle plus actif.

Doctorats d'honneur

Le Conseil de l'université Laval a décidé, cette semaine, de remettre six doctorats d'honneur lors de la collation des grades des 2e et 3e cycles, en juin prochain. Il s'agit de Mme Jeannine Guillevin-Doow, présidente et chef de la direction de Guillevin International; Mme Lilly Kahil, archéologue, secrétaire générale du Lexikon Iconographicum Mythologiae Classicae; Allan R. Taylor, président du conseil de la Banque Royale du Canada; René Ginouvès, archéologue, spécialiste en architecture antique; Abdoulaye Ag Rhaly, fondateur et directeur général de l'Institut national de recherche en santé publique du Mali; Maurice Gerard, philosophe, sommité dans le monde des études anciennes et patristiques (au temps des Pères de l'Eglise).

Par ailleurs, le conseil a nommé M. Patrice Tailleur à la présidence de la Commission des affaires étudiantes. Le biochimiste, qui enseigne à Laval depuis 25 ans, occupera ce poste jusqu'au 15 janvier 1993.

Les meilleurs

Les étudiants en économique de l'université Laval remportent tous les honneurs. Non seulement ils ont décroché le titre de la meilleure section canadienne de l'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (sur les 37 universités membres), mais encore un des leurs, Guy Desroches, a été élu président canadien au congrès tenu récemment à London (Ontario). Le finissant en administration des affaires, qui faisait face à sept adversaires de tous les coins du Canada, devra déménager ses pénates à Montréal où se trouve le siège social de l'association canadienne. Il ne partira pas seul puisqu'un autre étudiant de Laval, Gontran Lévesque, a été élu vice-président aux échanges internationaux.

Ces échanges occupent une place très importante dans les activités de l'organisme car ils permettent aux étudiants des 69 pays membres de l'AIESEC d'effectuer des stages de plusieurs mois à l'étranger. Une quinzaine de garçons et filles inscrits à Laval doivent profiter de cette possibilité, cette année. Déjà, Eric Paradis est parti la semaine dernière pour un séjour d'un an au Ghana, où il se familiarisera avec le marketing international dans une entreprise de coupe du bois. Le 1er mars, François Girard (président de la section de l'université Laval de l'AIESEC) prendra le chemin du Japon pour travailler chez le géant IBM jusqu'en décembre. Les autres participants à des échanges partiront à l'été.

Recherche en horticulture

Le Centre de recherche en horticulture de Laval vient d'être reconnu comme un centre facultaire par le Conseil de l'université, ce qui lui donne un poids accru. Sa trentaine de chercheurs et professionnels issus de divers départements de la Faculté des sciences de l'agriculture et de l'alimentation, de même que les 50 étudiants gradués qui y oeuvrent, en font « une des équipes les plus importantes au Canada et les plus actives en Amérique du Nord ». Objectif numéro un : accroître les rendements de l'horticulture québécoise afin de réduire notre dépendance envers les États-Unis et les autres pays producteurs. Le centre occupe une position dominante dans le domaine des cultures abritées. Ses recherches portent également sur la culture in vitro, les sols organiques destinés à la production légumière, les champignons, les plants de pépinière, la conservation et la transformation des petits fruits et de la pomme de terre. En trois ans, ses revenus ont plus que doublé, passant de 1 041 000 \$ à 2 741 000 \$ par année. Ces fonds proviennent pour la plupart de subventions, mais les contrats de recherche gagnent du terrain de façon spectaculaire: de 72 000 \$ qu'ils étaient en 1986-1987, ils ont atteint 522 000 \$ en 1988-1989.

Le monde à la carte

« Le Monde à la carte ». Tel est le titre d'une véritable mine de renseignements sur les grandes régions qui se partagent le globe, de même que sur les enjeux économiques, politiques et culturels qui sont les leurs. Un vade-mecum indispensable à l'heure où le monde entier est en ébullition. Oeuvre du géographe Rodolphe De Koninck, professeur à l'université Laval, le manuel de 287 pages qu'accompagne un cahier d'exercices — un pur délice pour les amateurs de géographie et de voyages — vient d'être lancé aux éditions Fischer Presses, de Sillery. Fruit d'une vingtaine d'années d'enseignement à plus de 3 500 étudiants de Laval, de nombreux séjours sur tous les continents et d'une véritable passion pour ce qui se passe dans le monde, les deux publications sont remises automatiquement à toute personne qui s'inscrit au cours télévisé « Le monde à la carte », diffusé au canal de télé-enseignement (câble 23) et à Radio-Québec. Ce cours de 13 semaines, dont la date limite d'inscription est le 23 janvier, s'adresse non seulement aux enseignants et aux étudiants en géographie, en histoire et en sciences sociales, mais aussi aux conseillers en voyages, aux spécialistes des affaires internationales, aux travailleurs des organismes non gouvernementaux et aux personnes désireuses « de connaître le monde par raisonnement et non seulement par émotion ». Pour renseignements: 656-7883, à frais virés si nécessaire.

POUR BIEN CONSTRUIRE ET RÉNOVER...

Le cahier "HABITAT" du SAMEDI... un outil indispensable pour simplifier vos corvées de rénovation

LE SOLEIL

ABONNEMENT: 647-3333

Pour les gens de l'extérieur, composez le numéro sans frais: 1-800-463-2362

Heures d'affaires: Lundi au vendredi: 7h00 à 17h30
Samedi et Dimanche: 8h00 à 12h00



Devant le Canadian Club de Montréal

Wells fait un plaidoyer radical contre l'accord du lac Meech

MONTREAL — Sous l'œil vigilant de Pierre Elliott Trudeau, le premier ministre de Terre-Neuve, M. Clyde Wells, s'est livré à une virulente dénonciation de l'accord du lac Meech, hier, devant les membres du Canadian Club de Montréal. Après une rencontre avec le premier ministre Bourassa, il a cependant accepté de poursuivre la discussion.

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

M. Wells, dont c'était le premier discours au Québec, a repris à son compte la vision d'un Canada bilingue « coast to coast » de M. Trudeau, bien que lui-même soit incapable de prononcer un mot de français. L'accueil des 1000 personnes présentes a été poli, sans plus.

Pas question pour Terre-Neuve d'accepter l'accord du lac Meech à moins d'amendements substantiels qui auraient pour effet de protéger le pouvoir de dépenser du fédéral, d'éliminer la règle de l'unanimité pour modifier le Sénat et de subordonner la clause reconnaissant le caractère distinct du Québec à la Charte canadienne des droits.

En conférence de presse, M. Wells n'a pas voulu fixer la date à laquelle l'Assemblée législative de sa province allait retirer officiellement son appui à l'accord du lac Meech s'il n'obtient pas satisfaction, mais il a dit que ce serait fait dans le cours du printemps.

Si, en bout de ligne, Terre-Neuve demeurait la seule province à s'y opposer, M. Wells a indiqué qu'il ne bloquerait pas l'accord, mais qu'il exigerait la tenue d'un référendum national.

Chez Bourassa

À l'issue d'une rencontre avec le premier ministre Bourassa, M. Wells a cependant adopté un ton beaucoup plus conciliant, disant comprendre la situation politique « extrêmement difficile » dans laquelle se trouve M. Bourassa.

Reconnaissant que leurs positions respectives demeurent « très différentes », M. Wells s'est néanmoins dit prêt à poursuivre les discussions. Il a même fait preuve d'un certain optimisme. « Je ne peux pas croire que deux person-



Les propos du premier ministre de Terre-Neuve, Clyde Wells (à droite) ont eu l'heur de plaire à ses auditeurs privilégiés, dont l'ex-premier ministre canadien Pierre Trudeau qui siégeait à la table d'honneur.

nes aussi raisonnables que M. Bourassa et moi ne puissent pas s'entendre », a-t-il dit.

M. Bourassa, qui a de nouveau jonglé avec l'idée d'un accord parallèle qui porterait notamment sur la réforme du Sénat, a simplement dit qu'il n'était « pas moins optimiste » depuis qu'il a parlé à M. Wells. Pour lui, le simple fait que la discussion se poursuive constitue déjà une bonne nouvelle, mais sur le fonds rien n'a encore changé, indique-t-on dans son entourage.

L'histoire corrigée

Le premier ministre de Terre-Neuve a une vision de ce qui s'est passé en 1982 très différente de celle qui a cours au Québec.

Selon lui, il est faux de prétendre que le fédéral et les neuf autres provinces ont imposé au Québec des modifications constitutionnelles. « Rien n'est plus éloigné de la vérité. Le gouvernement fédéral d'alors était dirigé par un canadien-français d'envergure, en la personne de Pierre Trudeau, et comprenait plusieurs ministres canadiens-français du cabinet fédéral », a-t-il fait valoir.

M. Wells a expliqué qu'il fallait faire une distinction entre une « exclusion » et la « non-participation volontaire » d'un gouvernement séparatiste. Il a paru très surpris quand les journalistes lui ont appris que le premier ministre du Québec dormait à son hôtel, pendant que les autres s'entendaient entre eux.

M. Wells a dénoncé ceux, politiques et gens d'affaires, qui prétendent qu'un échec du lac Meech équivaldrait à un rejet du Québec. Ce sont des « irresponsables » qui ne font qu'alimenter le sentiment séparatiste au Québec, dit-il.

Trudeau et Cie

Assis aux côtés de M. Wells,

avec lequel il s'est entretenu durant tout le repas, M. Trudeau a évidemment approuvé et il a daigné le dire aux journalistes.

Il n'était d'ailleurs pas le seul. À la table d'honneur du Canadian Club, on retrouvait également les anciens ministres Marc Lalonde et Donald Johnston, de même que le sénateur à la retraite Eugene Forsey, qui s'oppose maintenant au lac Meech après l'avoir approuvé au départ.

Parmi les quelque 1000 convives, le député libéral de Nelligan, M. Russ Williams, les anciens députés Joan Dougherty et Harold Thuringer, un vice-président du PLQ, M. George Holland, le chef du Parti égalité, M. Robert Liebman. Pas un député francophone.

Castonguay

Le président de La Laurentienne, M. Claude Castonguay, qui a pris la direction de la croisade des gens d'affaires québécois en faveur du lac Meech, n'était pas content du tout.

Il n'a surtout pas aimé les propos de M. Wells sur les « irresponsables » qui utilisent des « tactiques d'intimidation » pour promouvoir le lac Meech.

« Il n'y a rien de pire que des

moralisateurs comme M. Wells. J'aime autant ne pas faire de personnalité et me lancer dans une surenchère pour savoir qui est le plus « moralisateur », a-t-il commenté.

M. Castonguay a réitéré qu'en cas d'échec du lac Meech, les milieux d'affaires « vont vouloir revisiter toute leurs positions en ce qui a trait au Canada », mais il n'a

toujours pas voulu parler de souveraineté. « Le Québec va évoluer dans le sens que ses citoyens sentent le plus approprié. Ça peut prendre toute sorte de formes », a-t-il dit.



AVIS DE RECHERCHE

BIENVENUE À TOUS MES AMIS ET ANCIENS CLIENTS

OFFRE SPÉCIALE D'OUVERTURE

jusqu'au 15 février 1990
sablage, enveloppement d'algues, masque facial, massage
125 \$ pour 3 1/2 heures

JACQUELINE BLAIN, N.D.

pratiquante en massage
enveloppement d'algues avec huiles
essentielles
naturopathie, algologie
traitement cellulite professionnel
co-fondatrice de la revue Option Santé
créatrice de la nouvelle
table à massage à base de lit d'eau

LEBLAIN

TABLE À MASSAGE

NOUVEAUX LOCAUX - 675, MARGUERITE-BOURGEOIS, BUREAU 205 • 681-4562

LES NETTOYEURS

Betty Brite

vous offrent de

SUPER SPÉCIAUX

sur NETTOYAGE

Passez à l'une de nos succursales

- LEBOURGNEUF Centre d'achats Place Lebourgneuf 623-5537
- BEAUPORT 590, Cambronne, Place Seignuriale 661-2940
- QUÉBEC 230, Marie-de-l'Incarnation 683-7523
- BEAUPORT Carrefour Rochette 661-4643
- SAINTE-FOY Centre d'achats Place Ste-Foy 656-9825
- VAL-BÉLAIR Centre d'achats Place Val-Bélaire 843-7972
- CHARLESBOURG Les Galeries Charlesbourg 623-0432
- QUÉBEC 244, Crémazie Ouest 522-1194
- BEAUPORT Centre d'achats Carrefour Le Plateau, 1050, Larue 661-6610
- LORETTEVILLE 250, Saint-Louis 843-8787
- CHARLESBOURG Place Bourg-Royal 626-4252

Confiez-nous vos fourrures pour entreposage

- Réparation de vêtements • Nettoyage de cuir et de suède

Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

COUVERTURE DE LAINE **SUPER SPÉCIAL 1 95\$**
Offre valable du 20 au 27 janvier 1990
Sans limite de quantité

Betty Brite

Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

COMPLÉT (2 pièces) COSTUMES (2 pièces) jupe sans plis **SUPER SPÉCIAL 4 95\$**
Offre valable du 20 au 27 janvier 1990
Sans limite de quantité

Betty Brite

Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

MANTEAUX duvet: + 3^e garniture: + 2^e **SUPER SPÉCIAL 5 75\$**
Offre valable du 20 au 27 janvier 1990
Sans limite de quantité

Betty Brite

Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

DRAPERIES **SUPER SPÉCIAL 2 75\$**
Offre valable du 20 au 27 janvier 1990
Sans limite de quantité

Betty Brite

DÉJÀ 19 ANS!



Leader du service depuis 19 ans,
Céramique Décor importe
directement pour vous:

- carreaux de céramique
- carreaux de marbre
- carreaux de marbre aggloméré
- carreaux de granit
- blocs de verre
- lavabos
- robinets
- baignoires
- douches
- baignoires
- vanités
- accessoires (voyez notre boutique spécialisée)
- etc.

Toujours la première qualité.

LIVRAISON IMMÉDIATE À PARTIR DE NOS ENTREPÔTS.

Dépositaire autorisé des produits KOHLER



CÉRAMIQUE D.E.C.O.R

IMPORTATEUR-DISTRIBUTEUR
4220, 3e Avenue Ouest, Charlesbourg 627-0122

COURS D'ANGLAIS

français et espagnol
— Grammaire et conversation
Privés, semi-privés et groupes
(5 à 8 personnes)

LINGUI-CENTRE
Gayle Chevane
INCORPORÉ

494, boul. Atrium,
Charlesbourg
623-5206

Cours de culture personnelle

CHOI 98 FM en collaboration avec



et **LE SOLEIL**

présentent le concours

BONNE ANNÉE, BONNE FORME!

Près de 15 000 \$ en prix à gagner
4 forfaits de 2 520 \$

Une semaine pour deux au Domaine de Louvois à Rivière-du-Loup, où tout n'est qu'ordre et beauté, calme et... santé.

Le forfait comprend l'hébergement dans une suite, les traitements, les repas (sauf deux soupers).

Le transport s'effectuera en limousine grâce aux **LIMOUSINES A-1** 4 cartes pleines privilèges pour couple au club **Entzain** valide pour un an. Une valeur de 900 \$ chacune.

20 abonnements d'un mois au centre de conditionnement pour femmes **PROFIL**. Une valeur de 60 \$ chacun.

POUR PARTICIPER, ENTRE LE 6 JANVIER ET LE 1er FÉVRIER 1990, REMPLISSEZ CE COUPON, ENVOYEZ-LE AU 98,1 FM D'ICI LE 1er FÉVRIER, 8 H A.M. SI ON VOUS NOMME EN ONDES, VOUS AUREZ 98 MINUTES POUR RAPPELER ET DEVENIR ÉLIGIBLE AUX ATTRIBUTIONS DES VENDREDIS 12, 19, 26 JANVIER ET 2 FÉVRIER.

Complétez et retournez à: **CHOI-FM/CONCOURS "BONNE ANNÉE, BONNE FORME"**
C.P. 8080, Sainte-Foy (Québec) G1V 4S5

NOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____
TÉL. RÉS. _____ BUR. _____



LE SOLEIL

Une enquête demandée sur un indicateur de la GRC



ATLAS
Bains & Céramiques inc.

MARBRE
GRANITE
TOURBILLON
CÉRAMIQUE
ROBINETS
ACCESSOIRES
ETC.



KOHLER
Modèle:
RIALTO
Monobloc
Siège inclus

SPÉCIAL DE JANVIER
Payez et emportez!

Couleur	REG.	SPÉCIAL
Blanc	635\$	489\$
Os	787\$	599\$
Noir	905\$	699\$

Autres couleurs: marine, fraise "Tender Grey"

Même qualité... à prix réduit!

TUILES CÉRAMIQUE

6" x 6"
Pour mur, balance d'inventaire

99¢ pi ca

4 x 8
Pour plancher, blanc, gris, os. Spécial

1 36\$ pi ca

8 x 8
Blanc, gris, os, beige. Cour. Spécial

1 48\$ pi ca

Aucune mise de côté

1385, de la Pointe-aux-Lièvres, Québec (en arrière de Automobiles Giguère) **Tél.: 648-1755**

OTTAWA (d'après PC) — Me Bruno Pateras, l'un des avocats du sénateur conservateur Michel Cogger, a confirmé, hier, avoir demandé au solliciteur général Pierre Blais et au ministre de la Justice Doug Lewis de tenir une enquête indépendante sur les allégations de Paul Vidosa, ancien indicateur de la GRC.

la tenue d'une enquête avait été ordonnée afin de déterminer « la justesse des activités des membres de la force ».

C'est en septembre que Vidosa a dévoilé au public le rôle qu'il prétend avoir joué dans un réseau international de blanchiment d'argent, à Vancouver. Il n'a cependant pas fait mention du sénateur Cogger à ce moment-là.

Au lieu de cela, il est allé le voir personnellement, avant Noël, pour le mettre au courant du prétendu complot de la GRC.

GRC

M. Henry Jensen, qui a pris sa retraite le mois dernier de son poste de commissaire adjoint de la GRC, responsable de la division criminelle, a reconnu l'existence de l'opération de blanchiment d'argent de Vancouver.

M. Jensen a cependant souligné qu'il n'a jamais entendu parler d'un piège qui devait être tendu au sénateur Cogger.

Interrogé sur cette opération, le commissaire de la GRC Norman Inkster a quant à lui indiqué que

M. Ray Cardinal, ex-policier de la GRC qui a recruté Vidosa en 1978, a pour sa part déclaré avoir encore confiance en celui qui fut un indicateur pendant de nombreuses années.

« Je n'ai aucune raison de mettre en doute tout ce qu'il m'a dit depuis les 12 années que je le connais », a-t-il assuré.

Le sénateur Cogger a démissionné du caucus conservateur. L'an dernier, après que la GRC et un comité du Sénat eurent entrepris une enquête sur des allégations voulant qu'il ait accepté de l'argent de groupes de pression pour intervenir en leur faveur auprès du gouvernement, après sa nomination comme sénateur.

M. Cogger a fait savoir par le biais de son avocat Bruno Pateras qu'il avait bien parlé à M. Vidosa. M. Pateras a toutefois indiqué que son client n'avait alors « absolument aucune idée » que M. Vidosa travaillait pour la GRC.

VERRES DE CONTACT

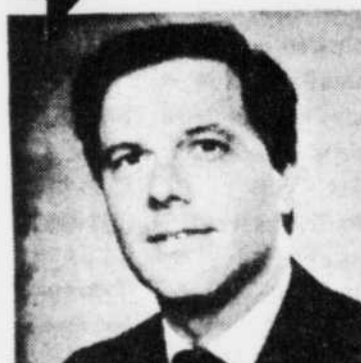
CLINIQUE D'OPHTHALMOLOGIE RICHARD

Gaetan Richard, md
FRCS(C)

1045, chemin Ste-Foy
QUÉBEC
Face Hôpital St-Sacrement

683-4450

MÉDECINE FAMILIALE ROBERT ET LIZOTTE




Dr Michel Lizotte
Dr Louis Robert

Nouvelles heures d'ouverture: du lundi au vendredi de 8 h 30 à 21 h
Bureau avec ou sans rendez-vous

4205, 4e Avenue Ouest, Charlesbourg
Tél.: 624-3218

Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis



Royal Commission on Electoral Reform and Party Financing

AVIS PUBLIC

La Commission enquête et fera rapport sur les principes et le processus qui devraient régir l'élection des députés à la Chambre des communes et sur le financement des campagnes des partis politiques et des candidats. La Commission se penchera sur des questions comme l'élargissement du droit de vote lors des élections fédérales, le redécoupage des circonscriptions électorales, le processus d'inscription des électeurs, l'établissement d'une liste électorale permanente, l'application de la Loi électorale du Canada et d'autres questions pertinentes. Elle étudiera également le financement des partis politiques, notamment les limites aux dépenses électorales, la source des contributions et la participation des tiers lors de campagnes électorales fédérales.

La Commission invite les personnes et les organismes intéressés à lui faire part de leurs commentaires et à lui fournir des renseignements sur toute question relevant de son mandat. Quiconque souhaite exprimer une opinion ou fournir des renseignements pertinents est prié d'adresser un mémoire à la Commission.

Les mémoires devront parvenir à la Commission au plus tard le 9 mars 1990. Ils pourront ainsi être examinés avant la tenue des audiences publiques.

Prière d'adresser les mémoires, la correspondance et les demandes de renseignements à l'adresse suivante:

▼

M. Guy Goulard
Directeur exécutif
Commission royale sur la réforme électorale et le financement des partis
171, rue Slater, Suite 1120
C.P. 1718, Succursale "B"
OTTAWA (Ontario)
K1P 6R1

Téléphone (613) 990-4353
Télécopieur (613) 990-3311

LE POUVOIR DE S'ENRICHIR

RICHE. ET RIEN À LA CAISSE!

PAS BESOIN D'ÊTRE RICHE POUR FAIRE AFFAIRE AVEC LE TRUST ROYAL. IL FAUT VOULOIR S'ENRICHIR.

Dans une banque ou une caisse, on épargne. C'est bien, mais le rendement n'est pas très élevé. À la Bourse, on peut faire de grands coups. Mais faut aimer le risque et avoir l'expertise. Au Trust Royal, on peut être plus riche. Plus rapidement. Plus sûrement.

La différence entre l'épargne et l'enrichissement? Une combinaison de différents produits financiers qui font croître vos actifs, une planification intelligente et surtout la qualité des conseils.

Au Québec, il y a de la place pour de nouvelles richesses.

PLUS RICHE. PLUS RAPIDEMENT. P

Une neurologue de l'Ontario sera la prochaine astronaute du Canada

MONTREAL (D'après PC) — Une neurologue de l'Ontario sera la prochaine astronaute du Canada, lors du premier vol du Laboratoire international de microgravité (IML-1) que la Nasa doit lancer en décembre prochain.

« Je suis excitée comme ça se peut pas », a dit Roberta Bondar, hier, en conférence de presse aux côtés de Ken Money, un autre Ontarien qui sera son appui au sol et substitut, à la base de Houston.

Née à Sault-Sainte-Marie il y a 44 ans, parlant bien le français, Mme Bondar a admis ressentir « une certaine appréhension ».

« Le danger existe toujours, cela ne peut pas être pris à la légère. Mais je sais aussi que prendre la navette américaine, c'est aussi sûr qu'un vol Montréal-Toronto. » L'explosion du vaisseau Challenger et la mort de sept astronautes auront bientôt quatre ans.

Bachelière en zoologie et agriculture, maître en pathologie expérimentale, docteur en neurobiologie, diplômée en médecine avec

ça, elle rêve depuis l'âge de sept ans d'aller dans l'espace.

« L'important aujourd'hui, c'est la fierté éprouvée avec mes équipiers, pour le programme spatial canadien, pour ma famille. J'y pensais depuis si longtemps, voilà que j'ai la chance d'écrire l'histoire canadienne. »

Pour sa profession

« Mon sexe ou ma nationalité, je n'y pense pas beaucoup. Ce qui m'émue, c'est d'aller là-haut et, surtout, c'est de représenter ma profession, être la première neurologue dans l'espace. »

La navette, dont le départ est prévu pour le 6 décembre, doit voyager durant neuf jours. Parmi les compagnons d'orbite de Mme Bondar, le savant allemand Ulf Merbold et l'astronaute américaine Mary Cleve, deux vétérans de l'espace.

Chaque astronaute doit faire

des quarts de travail de 12 heures puis dormir de sept à huit heures. Pour les Canadiens, l'entraînement régulier a débuté en février dernier; bientôt ils consulteront des confrères spécialistes de l'espace du Canada, des États-Unis et d'Europe au sujet des expériences à mener durant leur vol. D'ici le lancement, ils seront souvent à la base de Houston et ils poliront leur entraînement d'astronaute à Huntsville, en Alabama.

Ken Money, né à Toronto en 1935, a déjà étudié à Noranda, au Québec, avant de pousser jusqu'au doctorat en physiologie. Engagé dans l'aviation, il a piloté plusieurs types d'avion dont le Sabre F-86 et l'hélicoptère Kiowa; en parachutisme, il a suivi le cours « Accelerated Free Fall ».

Il est spécialisé en « barotraumatisme » (mal de la décompression) et histologie (structure des tissus et cellules); ses recherches sur le système vestibulaire ont déjà servi à des expériences lors de cinq précédents vols de la navette.

En 1956, aux Jeux olympiques de Melbourne, Ken Money a représenté le Canada au saut en hauteur de même qu'aux Jeux du Commonwealth de Cardiff, en 1958. En 1989 encore, il était champion de l'American Masters, au badminton.

M. Money a souligné que cette mission fera avancer les connaissances dans des champs particuliers de la physiologie, la génétique ainsi que la cristallographie et la résistance des matériaux.

Équilibre, dorsalgie

Une expérience du Conseil canadien de la recherche scientifique (CNRS) étudiera les réactions des systèmes vestibulaire (oreille interne), qui est le centre de l'équilibre, et « proprioceptif » qui est le siège du sens de l'orientation. Ces deux systèmes sont affectés par l'« impesanteur » (terme suggéré par l'Agence spatiale canadienne (ASC) pour l'apesanteur, qui se prononce comme la pesanteur.



« Je suis excitée comme ça se peut pas », a dit Roberta Bondar, hier, en conférence de presse aux côtés de Ken Money, un autre Ontarien qui sera son appui au sol et substitut, à la base de Houston.

DIFFICULTÉS de LECTURE ou D'ÉCRITURE?

N'attendez pas que votre enfant se retrouve parmi les adultes ANALPHABETES!

Agissez maintenant!

Dr Rejeane Fiset, Ph.D.

Spécialiste en enseignement de la lecture. La lecture avec l'ORDINATEUR facilite la compréhension et suscite la motivation.



Lecteur dyslexique

Clinique de Lecture et d'Écriture

370, boul. St-Cyrille Ouest, bureau 213, Québec (418) 681-4120
5045, boul. des Cheneaux, Trois-Rivières (819) 373-4032



TRUST ROYAL

Le Trust Royal porte conseil

PLUS SÛREMENT.

LES NETTOYEURS

net-top



SPÉCIAUX D'HIVER

Complet ou Costume
(jupe sans plis)
rég. 7⁵⁰

5\$

Valable jusqu'au 27 janvier 1990
Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

Chandail

avec garniture ou angora 2⁵⁰ additionnels

2\$

Valable jusqu'au 27 janvier 1990
Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

Douillette en duvet: 4⁵⁰ additionnels
Couverture de laine:

5\$
2\$

Valable jusqu'au 27 janvier 1990
Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

Cagoule

duvet 3⁵⁰ additionnels
rég. 7⁵⁰

5\$
6\$

Valable jusqu'au 27 janvier 1990
Ce coupon doit être présenté avec votre nettoyage

Spéciaux valides aux 15 SUCCURSALES NET-TOP ainsi qu'aux dépôts participants

- 1444, Maguire, Sillery, 683-4995
- 835, Myrand, Ste-Foy, 681-7912
- Centre d'achat Parc Neilson, Ste-Foy, 656-6636
- Centre d'achat Innovation, Ste-Foy, 651-4105
- Carrefour La Pérade, Ste-Foy, 653-8058
- Centre d'achat Place St-Louis-de-France, Ste-Foy, 651-8636
- Succursale Mail Cap-Rouge, Cap-Rouge, 658-6477
- Centre d'achat Place du Village, Cap-Rouge, 658-1847
- Centre d'achat Place L'Ormière, Neuchâtel, 843-1462
- Centre d'achat Duberger, Duberger, 527-0203
- Centre d'achat Place Liray, Charlesbourg, 626-9386
- Centre d'achat Place Orléans, Beauport, 661-5358
- 856, rue St-Jean, Québec, 529-9387
- 349, de la Couronne, Québec, 529-0704
- Promenades du Sud, St-Romuald, 839-5039

LE MONDE

L'Iran s'inquiète de ce qui se produit en Azerbaïdjan

PARIS (NYTNS, AP, AFP) - La révolte armée dans la république soviétique d'Azerbaïdjan est perçue avec appréhension en Iran, où 16 millions d'Azéris constituent la plus importante minorité ethnique du pays.

En certaines occasions, les Azéris iraniens ont contesté l'autorité du gouvernement de Téhéran tout comme les Azéris soviétiques contestent celle de Moscou.

Selon des experts de la politique iranienne, le gouvernement iranien du président Hachemi Rafsandjani est très divisé au sujet de la crise existant dans la république soviétique voisine.

Une faction radicale souhaite qu'une aide matérielle et même

des armes soient fournis aux militants azéris qui sont tous des musulmans chiites. Toutefois, une autre faction affirme qu'une telle politique serait suicidaire parce qu'il existe maintenant trop d'intérêts communs entre l'URSS et l'Iran.

Le clan Rafsandjani veut maintenir de bonnes relations avec Moscou et est responsable des nombreuses ententes commerciales et économiques conclues entre l'Iran et les Soviétiques, fait valoir Ba-

ger Moin, un auteur iranien vivant à Londres.

Cependant, Moin est le premier à admettre que les choses se seraient passées autrement si l'ayatollah Khomeiny était encore vivant. « Si Khomeiny était encore vivant, l'Iran aurait tout fait pour aider la révolte », a déclaré Moin.

Il y a moins de deux ans, le régime iranien faisait tout en son possible pour encourager la progression de l'intégrisme musulman en Azerbaïdjan.

En juin dernier, Rafsandjani s'est rendu en Union soviétique où il a signé une série d'accords industriels et énergétiques dont la valeur dépasse les 10 milliards \$, obtenant ainsi une aide dont l'Iran avait un besoin pressant.



Au cours de la journée d'hier, des groupes de militants azéris ont empêché la progression des colonnes de blindés soviétiques vers la capitale de leur république, Bakou. A ce moment, les forces soviétiques avaient l'ordre de ne pas recourir à la force.



NOS EXPERTS EN TABLEAUX ET BIJOUX
À QUÉBEC BIENTÔT



MARC-AURÈLE FORTIN, R.C.A., 1888-1970

"Hochelega en hiver"

Huile sur panneau, 86 cm x 1.04 m signée
Vendue 154,000 \$ à notre vente d'octobre 89

Les spécialistes de la maison Fraser, la plus ancienne et prestigieuse galerie des encans de Montréal, seront à Québec au cours de la semaine du 21 janvier pour évaluation d'articles de belle qualité pour notre importante vente aux enchères du printemps 90.

Si vous avez des tableaux d'art canadien ou international, bijoux, montres ou horloges que vous désirez vendre aux enchères, nous vous invitons à communiquer avec Tom Masterman au (514) 345-0571 pour fixer un rendez-vous.

Avec plus de cent ans d'expérience, la maison Fraser vous assure d'un service professionnel et des prix les plus élevés.

8290, Devonshire, Montréal — H4P 2P7
Téléphone: (514) 345-0571

LE COLLÈGE DE LÉVIS

UN COLLÈGE
À MON GOÛT



Collège privé déclaré d'intérêt public

NIVEAU COLLÉGIAL

ADMISSION AUTOMNE 1990 Date limite: 1er mars 1990

SECTEUR GÉNÉRAL:

- Sciences de la santé
- Sciences pures et appliquées
- Sciences de l'administration
- Sciences humaines (avec ou sans mathématiques)
- Arts et lettres

Une tradition de plus de 135 ans dans la formation générale conduisant à l'université.

SECTEUR PROFESSIONNEL:

Administration et coopération (413.01)
Taux de placement en mai 1989: 100%

ET EN PLUS:

Dans tous les cours de tous les programmes, une approche pédagogique nouvelle, axée sur le développement d'habiletés fondamentales (communication, résolution de problèmes).

Bourses de la Fondation Collège de Lévis disponibles. Service de résidence pour filles et pour garçons.

Pour information, visite du Collège ou réservation, contactez dès maintenant:

DIRECTION DU COLLÉGIAL
Tél.: (418) 833-1249

N.B. Le Collège offre aussi le niveau secondaire général mixte.



9, Mgr. Gosselin
Lévis, Québec
G6V 5K1

Au choix, tabouret
24" ou 30" de hauteur.
#072 ou #073. Rég.: 1195

7995\$

Choix, non illustré.
Blanche ou noire.
#070.

99\$

SPAGHETTI #811
Noir ou blanc.

69\$

SPAGHETTI #813
24" de hauteur.
Noir ou blanc.

74\$

Rouge

3995\$

24" de hauteur
#130. Rég.: 1395

12995\$

30" de hauteur
#131. Rég.: 1695

13995\$

DEMANDEZ LA CARTE

ELLE VOUS FERA BÉNÉFICIAIRE DE 90 JOURS POUR PAYER SANS INTÉRÊT.

"ACHAT MINIMAL DE 150\$"

Québec
Angle boul. Hamel/Henri IV
(418) 871 22 21

Lévis, St-David
4447, boul. De-la-rive-sud (rte 132)
(418) 835 15 73

QUÉBEC • LÉVIS • CHICOUTIMI • TROIS-RIVIÈRES • RIMOUSKI • SHERBROOKE • MATANE • ST-EUSTACHE • BAIE COMEAU • VICTORIAVILLE

Ste-Foy

lallier

Du jamais vu!

Premier versement: 1er juin 90

SANS INTÉRÊT

RABAIS JUSQU'À 5 000\$

sur modèles
1989

**CIVIC
ACCORD
PRÉLUDE**

Ste-Foy

lallier

2000, boul. Charest Ouest, Ste-Foy

687-2525

* Sujet à l'approbation du crédit et applicable sur plan de financement de 60 mois seulement

En Bref

■ Le colonel Benavides est blâmé

SAN SALVADOR (AFP) — Huit des militaires impliqués dans le meurtre de six prêtres jésuites, en novembre dernier au Salvador, ont accusé le neuvième inculpé, le colonel Guillermo Alfredo Benavides, directeur d'une école militaire, d'avoir été l'instigateur de cette tuerie qui a en outre coûté la vie à deux femmes employées par les religieux. Dans un document présenté hier à la presse par les autorités judiciaires, les accusés de la huitième compagnie du bataillon d'élite Atlacatl relatent la préparation de ce crime, puis son exécution le 16 novembre 1989. Selon eux, le colonel avait préparé l'opération.

■ Contestaire pénalisé

LONDRES (AFP) — Le député Anthony Meyer, qui s'était porté candidat début décembre à la direction du Parti conservateur contre le premier ministre Margaret Thatcher, n'a pas été désigné hier soir par la section locale pour représenter les électeurs de son parti aux prochaines élections législatives, prévues au plus tard au cours du premier semestre de l'année 1992. 206 membres de la section locale du parti contre 107 seulement n'ont pas pardonné à sir Anthony son initiative qui avait provoqué une crise de confiance sur la manière de gouverner de Mme Thatcher.

■ Jivkov était-il un nazi?

SOFIA (AP) — Un journal bulgare a accusé hier l'ancien dirigeant bulgare Todor Jivkov d'avoir, durant la Seconde Guerre mondiale, travaillé pour les services de renseignement nazis, sans d'ailleurs donner de détails. Selon le journal Otchestven Front, Jivkov effectuait ce travail à partir d'une villa située à Sofia. Le roi Boris III de Bulgarie s'était allié aux nazis en 1941 et les troupes bulgares avaient occupé une partie de la Yougoslavie et de la Grèce. Jivkov fait déjà l'objet de poursuites pour corruption et abus de pouvoir.

■ Appel à la reddition

PANAMA (AFP) — L'ancien commandant de l'organisation paramilitaire panaméenne des Bataillons de la Dignité, Benjamin Colamarco, a appelé hier tous les fidèles du général Noriega, renversé il y a un mois par une intervention américaine, à déposer les armes et à se rendre aux forces américaines « pour garantir la pacification et le retour à la normalité » dans le pays. L'appel a été retransmis par plusieurs chaînes de télévision locale. Colamarco s'est rendu aux forces américaines la semaine dernière et est détenu à la base américaine de Clayton au Panama.

■ Crise évitée en RDA

BERLIN-EST (AFP) — L'Allemagne de l'Est a fait hier l'économie d'une crise gouvernementale avec la décision d'un des partenaires de la coalition à direction communiste, l'Union chrétienne-démocrate (CDU) de RDA, de rester pour l'instant au gouvernement malgré les tiraillements en son sein. Le président de la CDU, M. Lothar de Maizière, a déclaré à l'issue d'une réunion de plusieurs heures de la direction de son parti que la CDU avait « décidé à une large majorité de rester dans la coalition du gouvernement » du premier ministre communiste Hans Modrow.

Le maire Barry est tombé dans un piège

WASHINGTON (AP,AFP) — Marion Barry, le maire noir de Washington, arrêté la veille par le FBI après avoir été filmé en train d'acheter et de fumer du crack, un dérivé bon marché de la cocaïne, a annoncé hier qu'il renonçait « temporairement à exercer ses fonctions ».

Columbia établit un record grâce au brouillard

HOUSTON, TEXAS (AP,AFP) — La navette spatiale Columbia, forcée de passer une journée supplémentaire en orbite à cause de la présence de brouillard sur la base Edwards, en Californie, où elle devait se poser hier, établira de ce fait un nouveau record de durée pour une mission de navette.

À 3 h 01, la nuit dernière, les cinq astronautes devaient se poser sur la piste en béton, située en plein désert Mojave. Columbia aura passé près de 11 jours dans l'espace, améliorant le précédent record, établi par la même navette en 1983, par 11 heures et 38 minutes.

Le commandant Dan Brandenstein, le seul pilote à avoir déjà atterri de nuit avec une navette, avait cette fois une tâche d'autant plus délicate que la navette n'a jamais été aussi lourde (103,86 tonnes) pour un atterrissage, en raison de la présence dans sa soute d'un satellite de 10,5 tonnes. A cause de cela, Columbia devait aborder la piste illuminée à la vitesse rarement atteinte de 380 km/h.

Le maire démocrate, qui avait prévu d'annoncer sa candidature pour un quatrième mandat demain, a été filmé par les agents du FBI en train d'acheter du crack et de le fumer dans un luxueux hôtel du centre-ville de Washington, à quelques blocs de la Maison-Blanche.

Depuis longtemps, le maire Barry avait été soupçonné d'être un consommateur de drogue mais il avait toujours nié les allégations à ce sujet.

Barry a en fait été entraîné dans un piège par la police locale et le FBI. Il se rendait dans cet hôtel pour rendre visite à une amie de Californie. Le FBI avait demandé à cette femme de venir à Washington voila une semaine pour organiser cette rencontre avec Barry. Les agents du FBI se sont occupés des enfants de cette femme pendant sa visite.

Il a été accusé de possession de crack et est passible d'un an de prison et d'une amende de 100 000 \$.

« C'est seulement un acte délicieux », a estimé son avocat, R. Kenneth Mundy, qui a indiqué



Le maire Barry était accompagné de sa femme Effi quand il s'est présenté au palais de justice.

que son client plaidera non coupable. Le tribunal a permis au maire de demeurer en liberté et fixé sa prochaine comparution au 5 février.

L'ancien candidat démocrate à la présidence Jesse Jackson avait laissé entendre l'an dernier qu'il pourrait être candidat à la mairie.

Mais il avait aussitôt précisé qu'il ne s'opposerait pas à la candidature de Barry, son ancien camarade dans la lutte des droits civiques pour les Noirs dans les années 1960. Jackson s'est établi depuis un an à Washington, et sa candidature aux prochaines élections municipales lui donnerait le statut de favori.

Êtes-vous observateur?

Ces deux offres sont en apparence identiques.
En réalité, il y a entre elles 15 petites différences.

**6 Croquettes Kentucky
1 frite
1 boisson gazeuse**

3.49\$

Vous avez jusqu'au 28 janvier 1990 pour présenter ce bon à tout Poulet Frit Kentucky participant.

**9 morceaux de
Poulet Frit Kentucky**

2.00\$
de rabais

Vous avez jusqu'au 28 janvier 1990 pour présenter ce bon à tout Poulet Frit Kentucky participant.

Mais au-delà de leurs différences, ces offres spéciales ont un point commun: elles sont alléchantes. Découpez ces bons et présentez-les à tout Poulet Frit Kentucky participant jusqu'au 28 janvier. Vous vous régalez.

QUAND ON PARLE POULET.



COLLÈGE STANISLAS DE QUÉBEC

École maternelle et élémentaire
2415, rue Marie-Victorin
Sillery G1T 1K2

Annexe du prestigieux Collège Stanislas de Montréal notre école, à programmes français, située dans un cadre agréable, est ouverte à tous.

Elle offre certaines spécificités pour répondre à vos besoins:

Maternelle à temps complet
Primaire en 5 ans

Des enseignants compétents et dévoués à l'écoute de vos enfants.

De fréquentes rencontres individuelles avec les parents.

Plusieurs services vous sont proposés:

— cafétéria — étude surveillée — garderie

Éventuelle création d'une prématernelle 4 ans, à temps complet, pour la rentrée scolaire 1990-91.
Parents intéressés, nous contacter rapidement.

Journée d'information
le dimanche 21 janvier 1990
de 14 heures à 16:30 heures

Admission
Rentrée scolaire 1990-91
(418) 527-9998
pour renseignements

THÉRAPIE DE DEUIL

Décès, divorce et autres
pertes émotives



Le décès d'un proche, mais aussi toute perte émotive importante, qu'il s'agisse d'un divorce, d'une séparation ou d'un échec professionnel majeur, plongent la personne dans une période de deuil.

Mme Suzanne Bernard, m.s.s., travailleuse sociale professionnelle, offre ses services de consultation pour aider à traverser cette période qui constitue un processus vital, au terme duquel on peut trouver, à condition d'en avoir bien vécu toutes les étapes, la force d'accepter une perte cruelle et de reprendre le cours normal de sa vie avec sérénité.

Disposant déjà de plus de quinze années d'expérience dans la pratique et l'enseignement du service social, Mme Bernard a reçu au cours des dernières années une formation en thérapie de deuil auprès de M. Jean Montbourquette de l'Université St-Paul d'Ottawa. Elle prépare présentement un doctorat sur les attitudes des Québécois face à la mort. De plus, elle a récemment fondé "L'Institut de formation sur le mourir et le deuil", pour mieux sensibiliser les intervenants (médecins, infirmier(ère)s, travailleur(se)s sociaux(ies)) à cette problématique.

Pour rendez-vous:
Tél.: 623-8215
5560, 1re Avenue
Charlesbourg, QC G1H 2V7

Sonata 1989 neuve

11 995\$*

Garantie de 5 ans ou 100 000 km
+ entretien normal

GRATUIT

(valeur de 800 \$) 3 ans, 60 000 km

Excel
1989
à partir de
7 995\$*



2650, Dalton
Parc Colbert
Sainte-Foy
654-9292

* Transport et préparation en sus

Tous les collaborateurs de Ceausescu subiront des procès

BUCAREST (AP,AFP) — À peu près tous les principaux dirigeants du régime de Nicolae Ceausescu, dont 18 des 19 membres du Bureau politique, sont détenus et subiront des procès, a annoncé hier le procureur général de Roumanie, Gheorghe Robu.

Le Bureau politique comptait 21 membres, dont Ceausescu et sa femme Elena qui ont été fusillés le

25 décembre, trois jours après le renversement du régime. Le seul membre du Bureau politique à ne pas avoir été arrêté est Paul Niculescu, un responsable aux idées plus libérales qui aurait offert ses services aux nouveaux dirigeants du pays.

Parmi les 33 dirigeants détenus qui seront traduits devant la justice, on remarque Nicu Ceausescu, l'un des fils du dictateur. Zoe et Valentin Ceausescu, deux autres enfants de Nicolae et Elena Ceausescu, qui ne sont pas considérés par la justice roumaine comme

des dirigeants, sont également détenus, a ajouté Robu.

Le procureur général a par ailleurs indiqué que la majorité des 33 détenus « coopèrent avec l'enquête » et avait une attitude sincère de regret. Il a même affirmé que l'ex-vice-premier ministre Ion Dinca « répète sans arrêt qu'aucune peine au monde ne sera assez forte pour ce qu'il a fait ».

Tribunaux militaires

Tous ces accusés seront traduits devant des tribunaux militaires. Les premiers accusés à comparaître devraient être l'ancien secrétaire général du PC roumain Emil Bobu, qui était le numéro 3 dans le régime Ceausescu, et l'ancien ministre de l'Intérieur Tudor Postelnicu, qui dirigeait la police secrète, la terrible Securitate. Les procès de l'ex-vice-premier ministre Ion Dinca et de l'ancien membre du Bureau politique Manea Manescu devraient suivre peu de temps après.

On pense que ces procès pourraient commencer dès la semaine prochaine.

D'autre part, après une semai-

ne de flottement marquée par une série de volte-face sur le sort du Parti communiste, les nouvelles autorités roumaines ont annoncé qu'elles travaillaient désormais activement à l'organisation des « premières élections libres d'après-guerre ».

« Nous nous concentrons sur leur préparation », a déclaré Silviu Brucan, dirigeant du Conseil du Front de salut national (CFSN). Brucan semble avoir joué un rôle décisif dans la décision d'annulation du référendum devant porter sur le sort du PC et la peine capitale. Il avait déclaré jeudi soir lors d'une conférence de presse que le référendum « n'avait plus de raison d'être et n'aurait pas lieu ».

Selon Brucan, ce projet de loi devra s'inspirer d'un certain nombre de principes, parmi lesquels « un gouvernement démocratique, un système pluraliste, l'élection de tous les dirigeants, avec limite de la durée de leur mandat, un parlement composé d'une chambre des députés et d'un sénat, et un président de la république élu au suffrage universel et secret ».

Madame Janette Bertrand au Mur des Célébrités

Jeudi 25 janvier prochain à 11 h

PLACE LAURIER vous invite à l'intronisation au Mur des Célébrités de l'illustre auteure dramatique, animatrice de télévision et communicatrice émérite, madame

Janette Bertrand.

La cérémonie aura lieu dans le magnifique et prestigieux décor du mail Ouest de Place Laurier. À cette grande occasion plusieurs personnalités



dont madame Diane Jules rendront hommage à madame Janette Bertrand. Soyez des leurs et exprimez vous aussi votre affection et votre reconnaissance à une grande dame de chez nous par votre présence en grand nombre à PLACE LAURIER le jeudi 25 janvier à 11h. Un rendez-vous historique chaleureux à ne pas manquer!

PLACE LAURIER
immensément sympathique!

Varsovie désavoue Walesa

VARSOVIE (AFP) - Le gouvernement polonais a désavoué hier le président de Solidarité, Lech Walesa, qui, la veille, avait demandé le départ des troupes soviétiques stationnées en Pologne.

Au cours de sa conférence de presse hebdomadaire, Mme Malgorzata Niezabitowska, porte-pa-

role du gouvernement, a déclaré : « Walesa a fait cette déclaration en son propre nom. Le gouvernement, quant à lui, ne soulève pas cette question pour le moment ».

En clair cela veut dire que, dans les conditions présentes, le gouvernement non-communiste du premier ministre Tadeusz Mazowiecki n'invitera pas Moscou à rapatrier ses troupes stationnées dans le sud-ouest du pays.

Jeudi à Gdansk, Walesa avait dit à l'ambassadeur soviétique Vladimir Brovikov : « Je souhaite que, d'ici à la fin de cette année, il n'y ait plus un seul soldat soviétique dans mon pays ».

ATELIERS CONSCIENCE DE SOI PAR LE MOUVEMENT



MARIE LORRAINE BÉRUBÉ
pratiquante diplômée de la
méthode Feldenkrais

À TOUTE PERSONNE INTÉRESSÉE

à se détendre et rester en forme;
à reprendre en main un problème genre mal de dos;
à développer une capacité de s'adapter aux circonstances variées de la vie
par une démarche de croissance à travers le corps.

Début des cours et inscriptions:
les 30, 31 janvier 1990

Communiquer au **527-8232**

HOROSCOPE 1990



Marie Paule Dubé, astrologue

75\$ avec date de naissance (heure non nécessaire), enveloppe affranchie.
1990. Année de grands changements pour plusieurs.

3625, Lanthier, #101
Sainte-Foy, QC G1X 4E3
INFORMATION POUR
CARTE DU CIEL PERSONNELLE
654-0082

HOTEL MERIDIEN

**Prestige:
une bonne
affaire pour
ceux qui
voyagent
par affaires**

Devenez membre du programme **Prestige 1990** du Meridien Montréal et vivez le luxe d'un hôtel 6 lys au prix exceptionnel de **97\$ par nuit**, en occupation simple ou double.

Le programme **Prestige** vous garantit ce tarif spécial durant toute l'année 1990. Pour y adhérer, vous devez effectuer chez nous trois séjours entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 1990.



dès
maintenant
au **Meridien
Montréal**

Devenez membre
dès maintenant.
Pour réserver,
appelez-nous au
1 (800) 361-8234 ou
au **1 (514) 285-1450**.

PROGRAMME 1990
PRESTIGE

**Le
MERIDIEN
MONTREAL**

COMPAGNON DE VOYAGE D'AIR FRANCE

4, Complexe Desjardins, Montréal (Québec), H5B 1E5

Plus de 50 hôtels sur 5 continents. En Amérique du Nord: Bahamas • Boston • La Nouvelle-Orléans • Newport Beach • New York • San Diego • San Francisco • Vancouver

DU 17 JANVIER AU 17 FEVRIER

JUSQU'À **50 %** DE RABAIS

SUR NOS FOURRURES
PELISSES, CUIRS ET CHAPEAUX



LES FOURRURES

Arthur Jobin Inc.

MAIL CENTRE VILLE
QUEBEC
525-4681

ENTREPRISE FAMILIALE DEPUIS 1915

L'UNIQUE SOLDE

Lueur d'espoir pour les paraplégiques

ZURICH (AFP) — Le nerf rachidien de rats dont la moëlle épinière avait été sectionnée s'est remis à pousser grâce à l'injection d'anticorps, une première réalisée par des chercheurs de l'Université de Zurich qui pourrait représenter une lueur d'espoir pour les paraplégiques, a-t-on appris vendredi auprès des chercheurs.

En cas de blessure ou de coupure à ce niveau du système nerveux, un mécanisme naturel empêche la reprise de sa croissance. En injectant des anticorps développés au cours de trois ans de recherche afin de supprimer ce blocage, des chercheurs de l'Institut de recherches sur le cerveau de l'Université de Zurich ont obtenu que des fibres nerveuses rachidiennes

de rats repoussent sur plus d'un centimètre.

Ils ont observé que ces fibres se régénèrent en poussant le long de leur voie naturelle, mais en créant un foisonnement de ramifications. Selon les chercheurs, les fibres tâtonnent à la recherche de la liaison interrompue.



Le colonel Higgins aurait été détenu dans cette cellule située dans le sous-sol d'un atelier de peinture de voiture. La porte de la cellule est cachée par une étagère.

Amal croit avoir trouvé la cellule du colonel Higgins

BEYROUTH, Liban (NYTNS) - Amal, la principale milice chiite au Liban, a annoncé hier qu'elle avait découvert un réseau de tunnels dans un village du Sud-Liban où des ravisseurs iraniens auraient détenu des otages occidentaux.

Des responsables de la milice ont fait visiter ces catacombes à des journalistes et leur ont aussi fait voir deux cellules munies de portes d'acier, dans le village de Kawthariyet al-Siyad, près de Tyr, à environ 60 km au sud de Beyrouth. Le village était à l'époque une place forte du Hezbollah iranien.

Ces responsables ont dit qu'ils

étaient certains que le lieutenant-colonel William Higgins, le militaire américain enlevé près de Tyr en février 1988, avait été brièvement détenu dans une de ces cellules après le rapt.

Selon un porte-parole d'Amal, Higgins a été détenu dans la cellule avant d'être déplacé à l'extérieur du Sud-Liban. En juillet dernier, « l'Organisation des opprimés de la terre » a annoncé qu'elle avait exécuté Higgins.

CORRECTIONS

Dans notre cahier publicitaire "Dollars étoiles" distribué vers le samedi 20 janvier 1990, veuillez noter ce qui suit:

En page 1

Les chaussures en toile pour adolescentes et dames, modèle fourreau ou derby, ne sont disponibles que dans le blanc.

En page 5

L'illustration des cannettes de Pepsi n'aurait pas dû apparaître. Vous aurez dû lire: Pepsi Cola, 2 litres, 2 pour 3\$ (7,5¢ par 100 ml).

En page 7

Les coordonnées et ensemble deux pièces pour filles ne sont pas disponibles. D'autres modèles seront offerts aux mêmes prix.

Nous nous excusons de ces contretemps auprès de notre clientèle.

Donimart

MONNAIES et TIMBRES

ATTENTION IMPORTANT ENCAN À QUÉBEC

DIMANCHE 21 JANVIER 1990

Plus de 230 lots (Collections de timbres du Canada et Monde, séries olympiques, pièces d'or du monde, jetons, médailles, dollars en argent, papier monnaie, billets de marchands). Catalogue - Entrée - Stationnement gratuits.

Inspection midi - ENCAN 13h

HÔTEL DES GOUVERNEURS

3030, boul. Laurier, Ste-Foy, salle Frontenac

Bienvenue à tous

VENTE DIRIGÉE PAR TRANS-QUÉBEC

RENSEIGNEMENTS: Serge Laramée

C.P. 131

Boucherville, Québec

(514) 449-1888

Cartes Visa, MasterCard et AMÉ acceptées.

Bang & Olufsen

Un reflet de notre époque.

L'expérience visuelle et sonore Bang & Olufsen: la technologie et l'élégance à leur paroxysme. Notre personnel ultra compétent, formé spécialement par Bang & Olufsen, peut vous aider à choisir le système audio/vidéo adapté à vos besoins particuliers. La supériorité des produits Bang & Olufsen ne s'exprime pas que dans leur beauté; leur simplicité d'utilisation est tout aussi éloquent. Les entendre et les voir, une expérience qui pourrait changer votre vie...

Système illustré 3 999\$

Beosystem 3500

Enceintes acoustiques R.L. 35

stéréquad

Où l'excellence est à prix abordable

QUÉBEC

750, côte Franklin 687-0909

les p'tites folies

DE L'HÔTEL DES GOUVERNEURS

Laval • Montréal (Place Dupuis) •
Québec (Place Hauteville) • Sainte-Foy

PETIT DÉJEUNER

89\$*



Du jeudi au dimanche, jusqu'au 30 avril 1990, laissez-vous tenter par une p'tite folie! Le forfait «Les P'tites Folies» comprend le petit déjeuner pour deux personnes, bien sûr, mais aussi une chambre luxueuse, deux cocktails au piano-bar, la taxe et le service. De plus, l'hébergement et le petit déjeuner parisien sont gratuits pour les enfants de 18 ans et moins partageant la même chambre que leurs parents.

***CHAMBRE INCLUSE!**

(Pour 2 adultes et 2 enfants)

Réservez au plus tôt, car il y a un nombre limité de chambres à ce tarif.

Région de Québec: 653-1460

De l'extérieur (sans frais): 1-800-463-2820

ou communiquez avec votre agent de voyages.

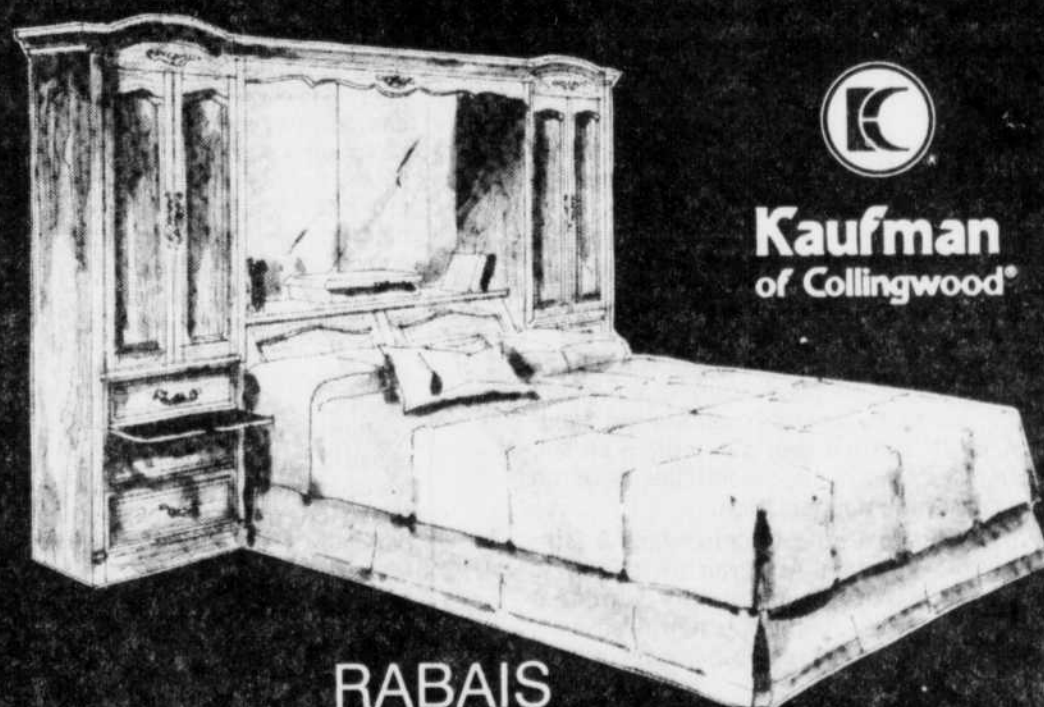


HÔTEL
DES GOUVERNEURS

Le même forfait vous est offert à 69 \$ à Longueuil (Ile Charron), Rimouski, Chicoutimi, Sept-Îles, Trois-Rivières, Sherbrooke, Matane et Gatineau.

Note: À Québec et à Sainte-Foy, période du Carnaval exclue: du 1^{er} au 11 février 1990.

vente annuelle



Kaufman
of Collingwood

RABAIS

DE

10% à 50%

sur toutes les collections

MEUBLES

Jacques Gaulin inc.

2158, boul. Charest Ouest, Sainte-Foy (Québec) — 681-8106

ÉDITORIAL

Dérapiage incontrôlé au Caucase

Incroyable mais vrai: les Américains soutiennent la décision soviétique d'envoyer les forces armées tenter de maintenir l'ordre dans les républiques caucasiennes. Plus incroyable encore, les Azéris se placent en véritable état d'insurrection nationale contre l'URSS.

La déstabilisation régionale rappelle aux Arméniens, victimes premières des mauvais coups, de bien tristes souvenirs. Comme au Liban, le christianisme oriental et l'islam d'obédience chiite cohabitent mal. Plus que de différences religieuses, il faut parler ici de civilisations mutuellement répulsives.

L'Azerbaïdjan soviétique a traditionnellement vécu dans l'orbite iranienne. L'Arménie, de son côté, représente l'avant-garde de l'eupéanisme. L'impérialisme russe, tout en brimant la souveraineté arménienne, servait finalement de protectorat, une situation vivement ressentie par les ethnies non chrétiennes.

La télévision française a tourné des scènes quasi beyrouthines, dans les rues de Yerevan, la capitale de la république soviétique d'Arménie. On y voyait des bandes de milices armées jusqu'aux dents déambuler en toute quiétude dans les rues, tout autour des chars de l'Armée rouge, pendant que les soldats regardaient ailleurs ou faisaient semblant de ne rien voir.

Puis, à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, l'armée tentait de s'interposer entre les deux nations, coincée comme des Casques bleus de l'ONU entre deux pays en guerre. Finalement, les caméras montraient des guérilleros arméniens circulant dans les montagnes du Caucase: le téléspectateur se serait cru en Afghanistan.

L'Union soviétique ne tenait que par l'autoritarisme politique russe et la force brute de l'armée. Si les pays baltes (Lituanie, Estonie, Lettonie) tentent de recouvrer leur indépendance par les voies démocratiques, d'autres républiques aux traditions différentes recherchent le même objectif à leur manière.

Le conflit entre Arméniens et Azéris dure depuis longtemps. En réalité, seule leur oppression commune par les Russes a évité l'éclatement de la guerre depuis les années 1920. L'effritement du pouvoir central grâce à la perestroïka de Mikhaïl Gorbatchev a ouvert les vannes, entraînant des conséquences non pas imprévues ni néfastes en soi, mais difficiles à contrôler.

Le dérapage actuel mène au bain de sang. Bakou, la capitale de l'Azerbaïdjan, hébergeait jadis une forte communauté arménienne, bien en selle dans le monde du commerce et celui de la culture.

Aujourd'hui, ses derniers membres quittent la ville en catastrophe. Le champion mondial d'échecs, Garry Kasparov, a dû par exemple nolisier un avion pour faire évacuer sa famille maternelle (arménienne) de la ville. Car le nationalisme azéri ne fait pas de quartier.

M. Gorbatchev risque tout. Si l'intérêt purement international exige le maintien de l'unité de l'URSS, question d'éviter tout mauvais exemple aux nationalismes d'ailleurs, même au prix d'un retour à la ligne dure au Kremlin, celui des citoyens soviétiques réside dans la poursuite de la démocratisation politique et économique.

La réconciliation de ces deux objectifs peut se révéler impossible. Des forces extrêmement vives appellent au démantèlement de l'empire russe. Ces mêmes forces provoquent une réaction nationaliste russe.

La Russie peut également jouer des contradictions entre les nationalités pour maintenir son pouvoir. Une véritable confédération des diverses nations qui habitent en ce moment l'URSS n'a rien d'hérétique en soi. C'est même l'une des conditions essentielles pour un véritable processus de démocratisation.

L'histoire n'incite aucune de ces nationalités à faire confiance aux Russes. Pourtant, le retrait soviétique de l'Europe orientale paraissait impensable il y a un an à peine. Et l'armée semble incapable, ou non désireuse, d'imposer sa loi au Caucase. Le dérapage incontrôlé s'accroît.

RAYMOND GIROUX

LE SOLEIL

Président du conseil d'administration
PIERRE DES MARAIS IIPrésident et Éditeur
ROBERT NORMANDÉditeur adjoint et rédacteur en chef par intérim
et directeur de l'édition
J.-JACQUES SAMSONDirecteur de l'information
DENIS ANGERSVice-président et trésorier
CHARLES-A. POULIN

HYDRÔLE : LE CONFLIT S'ÉTIRE

Michel
ROY
Edmedia

La stratégie de Jean Chrétien

Jean Chrétien, en faisant connaître clairement sa position sur l'accord du lac Meech, a établi la seule stratégie qui puisse encore lui assurer la victoire à Calgary en juin.

Au départ de la course au leadership, il devait affronter un défi majeur qui ressemblait à un dilemme: ou bien dire ce qu'il pense vraiment de l'entente constitutionnelle et ainsi courir le risque de perdre l'appui du Québec au congrès de leadership du Parti libéral; ou bien se rallier à l'accord malgré les objections qu'il a déjà exprimées, gagner de la sorte l'adhésion des députés québécois, mais s'exposer à perdre largement l'appui des libéraux des autres provinces et, pire encore, renier son passé et désavouer ses convictions politiques.

Il a pris conseil en divers milieux. Il a écouté Pierre Trudeau. Il a consulté ses anciens compagnons de vie politique. Puis il a fait une synthèse. En fin de compte, il a choisi la cohérence et la transparence. En politique, c'est à long terme le meilleur des choix. Le Québec a toutes les raisons de le déplorer puisque, avec l'éclatement de Meech, disparaîtra une chance historique et, avec le retour éventuel de M. Chrétien aux affaires de l'État, recommence-

ra une ère de confrontation entre Ottawa et Québec.

Mais il faut reconnaître que l'homme de Shawinigan reste conséquent avec ses principes et son action sous le précédent régime. S'il avait opté pour la carte des compromis, il aurait perdu une grande part de crédibilité chez les francophones comme chez les anglophones.

On aura observé ces dernières semaines la valse-hésitation. Par des remarques sibyllines et des fuites dans les journaux, M. Chrétien (lui-même ou par l'entremise de partisans) a donné l'impression qu'il allait appuyer l'accord dans sa forme actuelle, ou qu'il comptait tout au moins souscrire aux cinq conditions que le Québec a mises en 1986 pour réintégrer la constitution et sur la base desquelles les 11 premiers ministres ont fait l'unanimité en juin 1987.

Avant même d'annoncer sa candidature (ce qu'il doit faire ces jours prochains), M. Chrétien a tenu à lever l'hypothèque Meech dans son discours de l'Université d'Ottawa. Conclusion: il est en effet favorable aux conditions du Québec mais opposé à l'accord tel qu'il se présente pour des raisons qui relèvent d'une conception du Canada, celle que l'équipe de M. Trudeau s'est employée à promouvoir

durant 15 ans. Réaliste, il plaide pour la « dédramatisation » du débat et se dit convaincu qu'on arrivera à une entente plus satisfaisante sans catastrophe.

Cette position est à l'évidence accueillie avec amertume mais sans surprise à Québec et à Ottawa où s'accumulent les obstacles depuis le début de l'année: Clyde Wells, Garry Filmon et Frank McKenna sont inflexibles; les interventions des milieux d'affaires ne produisent pas encore les résultats espérés; les Amis du lac Meech, qui combattent la désinformation, se heurtent à la méfiance et aux préjugés; l'adhésion tardive des Acadiens et des francophones hors Québec ne suffit pas à fléchir Fredericton; le chantage à la « séparation » n'opère plus sur le Canada; Bill Vander Zalm, premier ministre de la Colombie-Britannique, refuse à présent l'accord qu'il avait signé en juin 1987; l'opinion canadienne est à 65 % opposée à Meech.

Ce qui signifie qu'à moins d'un compromis miraculeux (plutôt improbable) l'accord ne passera pas. Jean Chrétien le sait. C'est une raison déterminante pour adopter la ligne de conduite qu'il a arrêtée: à quoi bon engager une croisade pour un accord qu'il réprouve personnellement et qui,

de toute façon, est voué à l'échec? Il pourrait même arriver que les députés francophones au congrès de Calgary, constatant que Meech expire, se tournent vers ce candidat qui, le temps venu, s'offre à relancer la négociation sur d'autres voies tout en respectant les cinq conditions du gouvernement du Québec.

À la limite, l'ancien compagnon de M. Trudeau pourrait bénéficier d'un contexte propice à la réconciliation chez les libéraux divisés.

Les faits nouveaux apparus depuis quelques semaines dans ce dossier, les obstacles en apparence insurmontables qui entravent la ratification de l'accord, les attentes que suscite parmi les Québécois le discours politique du premier ministre et de ses collègues quant à l'avenir constitutionnel, voilà autant de facteurs qui, à l'approche d'un échec de Meech, appellent la mise au point d'une solution de rechange à Québec.

Jean Chrétien a mis au point la stratégie réaliste qui gouvernera sa conduite politique au cours de la campagne de leadership.

Tandis que se multiplient les indices d'une impasse, il incombe au gouvernement du Québec de préparer la position qu'il devra adopter après la mort d'une grande illusion.

Votre Opinion

Ça va changer

(Lettre à M. Ross Gaudreault, directeur général du port de Québec)

À coup de millions, et à notre insu, Alumaux aura eu raison de nos bonnes résolutions? Pas encore! D'ailleurs, j'ai peine à croire que vous ayez pris une telle décision.

Je vous voyais sourire comme un enfant à l'heure de l'affreuse nouvelle télévisée. Je reluquais aussi « l'Anglais » qui s'exprimait mal à propos de son acquisition en voie d'aboutir, semblait-il. Fallait que les acheteurs se conformer à l'environnement? Bien!

Comme le nouveau maire de Québec, nous devons dire que le Québec n'est pas à vendre. (...) Avec une centaine de travailleurs en chantier lors de la construction de l'usine, plus une cinquantaine d'employés permanents des sa réalisation, est-ce que les 30 millions \$ dont

il est question vaudront les malaises? Les soins médicaux qui en découleront de près ou de loin? Il y a suffisamment de pollution à l'Anse-aux-Foulons. Le fleuve St-Laurent a son voyage.

Avec le mazout, le gaz ou l'huile déversés accidentellement, avec sa marina, avec Ultramar qui éclaire bien mal sous la lune. Avec le tas de ferraille dans l'anse. Avec les réservoirs cylindriques.

L'Anse-aux-Foulons aurait pu devenir un centre de loisirs, avec piscine, restaurants. Somme toute, un endroit touristique. Les gouvernements municipaux, provinciaux et fédéraux auraient dû depuis longtemps y mettre le paquet. Malgré tout, en est-il encore temps?

Si les jeunes ou moins jeunes voyaient à leurs affaires! Ils devraient reprendre le slogan de Jean Lesage en son temps. Le voici: Il faut que ça change. Et ça va changer. (...) Pour un oui ou pour un non René Lévesque à

l'époque nous initia au référendum. Devrions-nous l'utiliser adéquatement pour sauver la terre? Je crois que oui... Tout compte fait, M. Gaudreault, restons maîtres chez nous. Avec un parti plus libéral que jamais pour ses citoyens, tout en étant conservateur de santé.

Pierrette Tondreau-Lefebvre
Québec

Arroseurs arrosés

Certains résidents des Jardins Mérci de la Grande-Allée à Québec se sont levés contre le projet de transbordement d'Alumaux sur les quais de Sillery.

Ils affirment que la tour de 165 pieds que l'on érigeait va enlaidir leur environnement visuel. En voilà une bien bonne surtout lorsqu'on les voit dans leurs tours de 15 et 20 étages à deux pas des plaines d'Abraham. Ce secteur ouest des plaines d'Abraham, un joli secteur boisé, est à tout jamais pollué visuellement

par ces murs de béton de la honte.

Qu'ils se rentrent dans le crâne qu'ils seront bientôt les arroseurs arrosés. On dira que ce complexe immobilier a déjà reçu un prix d'architecture. Oui c'est vrai et c'était juste, mais c'était avant qu'apparaissent au gré de la voracité des promoteurs, ces stèles immobilières cicatrisant le paysage où s'entassaient des gens qui, aujourd'hui, se courroucent qu'on leur serve la même cuisine.

Alain Gingras
Boischatel

Dormir... dormir...!

(Lettre à Jean-Paul L'Allier, maire de Québec)

M. le maire, S.V.P. laissez-nous dormir la nuit.

Combien de milliers d'heures de sommeil la ville de Québec vole-t-elle à ses citoyens, collectivement chaque fois qu'elle procède au déneigement des rues la nuit? Ces monstrueuses ma-

chines, qui passent et repassent et passent encore devant les mêmes fenêtres de 23h à 6h le matin, tiennent éveillés, tendus et agressifs des centaines de gens qui ont encore la naïveté de penser que la nuit, c'est fait pour dormir.

Pour la moitié moins de bruit que ne dégagent ces engins d'enfer, la police n'hésite pas à intervenir lorsqu'il s'agit de faire baisser le volume du système de son des voisins d'en haut.

Faudrait-il former un comité des dormeurs lésés de Québec pour intenter un recours collectif contre la ville afin qu'elle cesse ce harcèlement des citoyens à des heures où devraient régner le calme et la paix dans les rues? Ou bien demander des injonctions pour forcer la ville à déneiger ses rues le jour?

Mon petit doigt me dit que ça ne serait pas tellement pris au sérieux: on ne s'oppose pas à l'efficacité! Surtout lorsqu'il s'agit de donner présence à l'auto-

mobile, cette vache sacrée de l'Occident. Il ne saurait être question de priver les automobilistes de l'usage de leurs rues, ne serait-ce qu'une demi-journée...don-on frustrer des milliers de personnes de leur droit le plus strict à une certaine tranquillité la nuit.

Pourtant, dans bien d'autres grandes villes d'Amérique du nord, notamment à Montréal si je ne m'abuse, le déneigement se fait le jour. On interdit le stationnement d'un côté de la rue une journée et de l'autre côté le lendemain. Ainsi, les équipes de déneigement peuvent travailler relativement bien et vite.

D'avantage de propriétaires de voitures doivent peut-être aller au boulot en métro ou en autobus le lendemain de la tempête, mais cela contribue à rentabiliser le système de transport en commun et surtout les Montréalais peuvent dormir la nuit.

Serge Beaucher
Québec

LES DOSSIERS

Jacques Parizeau est catégorique

Jean Chrétien est avant tout le «vilain» du «western libéral»

Pour «aider à la répulsion générale» et achever d'éloigner bon nombre de Québécois du fédéralisme, Jean Chrétien est le vilain dont rêve le chef péquiste Jacques Parizeau au poste de chef du Parti libéral du Canada et ensuite à celui de premier ministre fédéral.



par
André
FORGUES

«Chrétien est parfait! Il faut quelqu'un qui fasse effet de repousser. Quelqu'un qui dit, mangez de... et allez au diable!» M. Parizeau reconnaît qu'on peut interpréter ses paroles comme un «baïser de la mort» qui nuira à M. Chrétien dans sa campagne au Canada anglais mais il ne paraît pas s'en inquiéter.

«Dans ce western qui va se dérouler, moi j'ai besoin de vilains. Un western, c'est fait avec des bons et des vilains. Donnez-moi des vilains en masse!»

Quant à Mme Sheila Copps, «c'est une jolie femme, 37 ans, etc. Ce n'est pas un vilain. Dans High Noon, ça n'a pas sa place.» Et M. Paul Martin? «Who is Paul Martin? Je ne sais pas où il se situe, il n'a pas de consistance.»

Malgré ces jugements lapidaires sur les principaux candidats, M. Parizeau paraît convaincu que le prochain chef libéral deviendra premier ministre. «Si Meech ne passe pas, après tout le reste: la TPS, Via Rail et ce qu'on voudra; il a du plomb dans l'aile, Mulroney. Il ne faut pas regarder le pigeon qui tombe, il faut regarder le pigeon qui monte. Il me faut un vrai vilain.»

Intrusion fédérale

S'il garde un oeil sur les possibilités de retour d'un vilain à Ottawa, M. Parizeau déplore aussi que le Québec fournisse lui-même au gouvernement central des occasions d'augmenter la place qu'il occupe dans les affaires provinciales.

Actuellement, dit-il, on a l'impression qu'au Québec, «si une institution existe, elle doit être par définition croche, mauvaise, mal foutue, inefficace. Et on s'attire avec ça de la pénétration d'Ottawa dans toute une série de secteurs. Quand le ministère de l'Environnement est incapable de donner une liste de sites de déchets toxiques, tout le monde se retourne vers Ottawa pour l'obtenir».

Ainsi, selon M. Parizeau, on n'a pas à se demander, comme le fait présentement le gouvernement Bourassa, si le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) doit recevoir le mandat d'étudier l'impact des nouveaux projets de développement hydro-électriques à la Baie James. D'autant plus que le ministre fédéral de l'Environnement, M. Lucien Bouchard, ne dissimule pas l'intérêt qu'il porte à ce dossier.

«Le BAPE a un certain nombre de responsabilités et la première des choses qu'on a à dire, c'est: qu'il marche, c'est sa fonction. Cela ne nous donnera jamais rien de dire, on met des choses en place, on n'est pas certain que ça va marcher, alors on demande à d'autres de faire la job», dit M. Parizeau.

Par ailleurs, le chef péquiste soutient qu'à l'égard des projets à la Baie James, «il n'y a aucune espèce de raison à l'heure actuelle qui fait dire qu'il existe une sorte d'impératif pour réduire le temps des études d'impact, à plus forte raison de les faire sauter».

De vieux trucs

La réapparition de vilains dans le décor politique canadien et les problèmes environnementaux ne sont que deux soucis parmi plusieurs qui occupent présentement le premier ministre, note M. Parizeau qui accuse M. Bourassa d'avoir recours à des trucs vieux comme la politique pour distraire l'attention: voyager à l'étranger et s'associer à une cause internationale bien perçue de la population.

À l'heure actuelle, il paraît évident à bien des gens que la croissance économique au Qué-



«Chrétien est parfait!»
-Parizeau

bec est en train de s'atténuer, que peut-être une récession nous pend au bout du nez ou, si ce n'est pas une récession, que ça ne sera pas très brillant, que le chômage peut augmenter, que la

création d'emplois est en train de s'atténuer, que le désordre du côté de l'environnement se propage, qu'en somme l'horizon semble bouché pour bien des gens et que le taux de satisfaction du gouvernement a beaucoup tombé.

«Et là se présente cet épisode extraordinaire, remarquable, de l'Europe de l'Est qui a littéralement saisi l'imagination des gens, ici au Québec comme partout ailleurs dans le monde occidental. Dans un cadre comme celui-là, que le premier ministre aille faire une petite virée en Hongrie, moi ça me paraît le recours au plus vieux principe qu'on puisse trouver en politique: si ça commence à chauffer un peu à l'intérieur, ce n'est pas mauvais de rechercher une cause internationale populaire chez les siens.»

Un «pep talk»

M. Bourassa s'envole pour l'Europe jeudi. En plus de la Hongrie, il visitera la Suisse et surtout l'Allemagne de l'Ouest, en plus de pousser une pointe à Berlin.

M. Parizeau ne croit pas aux retombées économiques d'une visite en Hongrie. «Les Allemands sont infiniment mieux placés que nous pour prospecter ces choses-là de façon sérieuse.»

Avec l'échec de l'accord du lac Meech

«Ce sera l'éclatement du Parti libéral»

Le chef du Parti québécois, M. Jacques Parizeau, anticipe déjà avec un plaisir non dissimulé l'éclatement du Parti libéral du Québec, quand l'échec de l'accord constitutionnel du lac Meech, sur lequel repose présentement toute sa stratégie, sera confirmé.



par
Michel
DAVID

M. Bourassa a deux jambes. Advenant un échec, il a le choix entre la jambe gauche et la jambe droite. Ses députés nationalistes et ses députés anglophones ou allophones ont des points de vue opposés à l'égard de toute formule qui en découlerait», a expliqué M. Parizeau, au cours d'une entrevue accordée au SOLEIL.

«Qu'il cherche à s'orienter vers des états associés ou des machins comme ça, de toute façon il provoque une crise dans son parti. À partir du moment où il remonte d'un cran, il met en péril l'unité de son parti», soutient le chef du PQ, qui se demande bien pourquoi les provinces opposées au lac Meech n'ont pas été «achetées», il y a six mois ou un an.

Aujourd'hui, M. Bourassa «s'est tellement peinturé dans le coin» que M. Parizeau ne voit pas comment il pourrait accepter un compromis à la baisse. Sinon, «je lui saute à la gorge», promet-il.

L'après-Meech

Dans ces conditions, M. Parizeau a bien hâte au début de l'été. «Il faudrait être tombé sur le crâne pour s'imaginer que tout ce qui pense un peu politiquement au Québec n'est pas fasciné par la perspective du 24 juin et du 1er juillet.»

Sans prétendre que la population descendra dans la rue pour manifester son mécontentement dès que l'accord du lac Meech sera enterré, le chef du PQ se dit convaincu que le Québec se retrouvera bientôt dans un climat d'effervescence comparable à celui des années 1970.

M. Parizeau observe une remobilisation autour de l'objectif souverainiste chez les étudiants, les organismes communautaires, les syndicats ouvriers. Mais pas encore chez les groupes environnementaux et surtout pas chez les intellectuels, notamment la jeune génération, ce qui ne manquera pas de l'inquiéter.

Selon lui, la situation pourrait évoluer à un rythme tel qu'il envisage la possibilité d'élections précipitées, peut-être même d'ici deux ans. «Ça dépendra de la conjoncture politique dans les trois mois qui suivront Meech», croit-il.

«Ça peut devenir difficile pour le gouvernement. On ne peut pas laisser poindre une situation politique comme on peut laisser poindre une situation financière. À un moment donné, le gouvernement doit dire: voilà ma solution, on s'en va en élections là-dessus».

M. Parizeau constate que l'accord du lac Meech est devenu une sorte de symbole pour un nombre grandissant de Québécois. Sans doute moins concret que l'épisode des Gens de l'air, en 1976, mais qui peut lui ouvrir tout aussi efficacement les portes du pouvoir.

Le charme particulier de «Monsieur»...

Si le chef du PQ a gardé une dent contre les journalistes depuis qu'ils ont boudé une de ses conférences de presse, quelques jours avant Noël, il s'est bien gardé de le laisser paraître en entrevue avec LE SOLEIL. «Cher ami» par ci, «cher ami» par là, il faisait assaut de civilités.

par MICHEL DAVID
LE SOLEIL

M. Parizeau a poussé la courtoisie jusqu'à admettre que c'est lui qui avait commis une erreur en convoquant une conférence de presse un vendredi après-midi de fin de session. Pas l'ombre d'une critique du travail des journalistes. Il fait vraiment de gros efforts.

Très détendu, M. Parizeau a passé près de cinq heures en compagnie de quatre journalistes du SOLEIL, qui l'avaient invité à souper au Château Frontenac, où il a ses habitudes depuis trente ans. «Les premières fois, c'était (Antonio) Barrette qui était premier ministre», se rappelle-t-il.

Visiblement, «Monsieur» aime le Château, un cadre tout à fait approprié aux jours d'ancien régime et aux

Telle ou telle entreprise québécoise peut être impliquée dans un projet éventuellement intéressant mais il y a bien des étapes à franchir avant cela, compte tenu de la situation des pays d'Europe de l'Est, fait valoir le chef de l'Opposition.

«N'oubliez pas que la dette extérieure polonaise est de 39 milliards \$. C'est très joli de dire qu'on va aller leur livrer des trucs mais ils vont payer comment? C'est par des arrangements financiers qu'il va falloir ouvrir des créneaux. C'est pour ça que je dis que le voyage de M. Bourassa, c'est charmant mais ça relève plus du pep talk!»

Cela ne signifie pas que le Québec ne peut ni ne doit rien faire, ajoute M. Parizeau qui évoque à l'appui de ses propos la connaissance qu'il a de la situation de ces pays, son épouse étant d'origine polonaise.

«Si on pense à l'Europe de l'Est, c'est bien moins des voyages à tapis et à drapeaux qu'il faut faire que de se demander quel coup de main on pourrait leur donner. Est-ce qu'on prend en charge un hôpital en Hongrie ou en Pologne?»

Il ne faut pas s'imaginer que le Québec va jouer un rôle formidable sur le plan des ressources fi-



«Donnez-moi des vilains en masse...»

nancières mais «quand on sait comment les hôpitaux sont amenés à fonctionner dans ces pays-là, quand on sait la valeur des seringues dans des hôpitaux où on est obligé de réutiliser une seringue continuellement... Il y a des choses aussi élémentaires que ça.»

Un «petit pays» comme le Québec doit choisir des cibles. Sans dire à ses vis-à-vis d'Europe de l'Est, voici ce que nous allons faire à votre place, il faut leur demander ce dont ils ont besoin, sur quel plan on peut leur donner un coup de main», suggère M. Parizeau.

les ponts quand on y arrivera, mais pour le moment il n'y a pas de pont». Pas question de rouvrir la boîte de Pandore.

On ne précisera pas davantage la question de la monnaie d'un Québec souverain qui est expédiée en une seule dans le programme du PQ, où il est suggéré que «le Québec pourrait accepter à certaines conditions d'utiliser la même monnaie que le Canada».

L'austérité n'est plus à l'ordre du jour au PQ. M. Parizeau met en pratique chez lui ce qu'il propose à l'échelle du Québec: le maintien d'un déficit productif. Le PQ ayant démontré au cours de la dernière année qu'il avait retrouvé sa capacité de collecter des fonds, il préfère investir davantage dans l'animation et la formation. On liquidera la dette plus tard.

Dernièrement, M. Parizeau dit avoir remis au travail son as-sonneur, M. Michel Lepage, avec le mandat de scruter la grande région de Montréal, où les résultats du 25 septembre n'ont pas répondu aux attentes.

Le test de la session

M. Parizeau a été navré d'entendre que sa rentrée à l'Assemblée nationale en avait déçu plusieurs, mais il a fini par admettre qu'il lui faudra un certain temps pour s'adapter à son nouveau rôle. «Je n'ai jamais été dans l'Opposition, plaide-t-il. Il est évident qu'il y a des ajustements à faire.»

Le chef du PQ s'est cependant dit «outré» par l'attitude du président du Conseil du trésor, M. Daniel Johnson, qui l'a carrément envoyé paître en commission parlementaire, quand il a voulu connaître la nature des coupures budgétaires envisagées par le gouvernement.

À l'époque où M. Parizeau était ministre des Finances, M. Johnson avait été tourné en bourrique plus souvent qu'à son tour. «Jamais je n'ai dit à un critique de l'Opposition que les dépenses du gouvernement ne le regardaient pas», soutient-il. Selon lui, M. Johnson a eu une réaction personnelle en commission parlementaire.

Même si certains ténors de l'opposition, comme M. Jacques Brassard ou Mme Pauline Marois, ont semblé sous-utilisés durant la période de questions, avec le résultat que les ministériels ont parfois semblé s'en tirer à bon compte, M. Parizeau soutient que sa stratégie était la bonne.

«Vingt dieux! En trois semaines, j'ai fait un test épatant. Quand on a une équipe dont presque la moitié est nouvelle, il faut la tester en période de questions», réplique-t-il.

M. Parizeau s'est dit agréablement surpris par certaines recrues: Jocelyne Caron (Terrebonne), Luce Dupuis (Verchères), «le petit Boisclair» (Gouin)... Il rit encore d'avoir entendu Mme Dupuis faire dire au ministre André Vallée qu'il allait stimuler le tourisme en organisant un gala.

«Dans d'autres cas, ça a été moins brillant, reconnaît-il. J'ai une couple de cas en tête où ça a fait plutôt patate, mais ça aussi il fallait que je le sache.» Il a invoqué la «charité chrétienne» pour ne donner aucun nom.

Le chef du PQ rejette entièrement sur celui du Parti égalité, M. Robert Liebman, la détérioration des relations entre leur deux formations. «Écoutez, on entre en chambre et regardez ce qu'il dit de moi. Il y a des règles dans ce jeu-là. C'est déjà très bien que je n'ai rien dit. Il y a eu chez moi une sorte de générosité de cœur tout à fait remarquable...»



«Cher ami...»

On trouve de tout... même un ami

JEAN COUTU

CREST
Dentifrice en tube
100 ml
AU CHOIX

Combat le tartre
Fluoristat

CREST
Dentifrice à la menthe fraîche
100 ml

Combat le tartre
Fluoristat

.99

ACHETEZ-EN 1 ET OBTENEZ-EN 1 AUTRE GRATUITEMENT AVEC LE COUPON CI-DESSOUS

À l'achat d'un shampooing ou revitalisant **EUROPEAN FORMULA** 350 ml, et sur présentation de ce coupon, obtenez un deuxième shampooing ou revitalisant **EUROPEAN FORMULA** 350 ml **GRATUITEMENT**. Limite 1 coupon par client. Valable du 21 au 27 janvier '90. Remboursement: Groupe Jean Coutu.

1.99

SAVONS DE BEAUTÉ
8 BEAUTY SOAP
AU CHOIX

1.59

SPEEDSTICK
OU
SPEEDSTICK PLUS
75 g ou
LADY SPEEDSTICK
50 g
AU CHOIX

2.09

HUILE DE BAIN
THERAPEUTIQUE
PERSONNELLE
480 ml

4.99

FINAL NET
Fixatif non-aérosol
225 ml
AU CHOIX

2.79

FINAL NET
Gel 125 ml ou mousse coiffante
150 g
AU CHOIX

2.99

ÉCONOMISEZ 35¢

À l'achat de tartinades assorties **GRENACHE**, 400 g

.79

AVEC COUPON

SANS COUPON 1.14

Limite 1 coupon par client. Valable du 21 au 27 janvier '90. Remboursement: A.C. Neilsen. #18403796n

GATTUSO
Pâtes alimentaires
800 g
AU CHOIX

.79

HUNT'S
Sauce tomate, 213 ml

3/.99

PABLUM
Céréales pour bébés
454 g
AU CHOIX

3.79

BRADOSOL
Pastilles antiseptiques
20
AU CHOIX

2.19

HUILE DE FOIE DE MORUE
100
AU CHOIX

2.39 10 gouttes

3.59 20 gouttes

Ultra fin SECRET
Ultra Sheer

1.89

SECRET
Bas-culottes
4348
Une grandeur

2.19

4349
Grande taille

Stayfree
Maxi-serviettes minces

4.27

STAYFREE
Serviettes hygiéniques
Maxi x 30
Maxi super x 26
AU CHOIX

4.27

MISSLYN
Vernis à ongles
AU CHOIX

1.69

IVORY
Liquide à vaisselle
1 L

2.49

KLEENEX
Papier-mouchoirs
150
AU CHOIX

.79

Calculatrice Scientifique DELHAR

14.99

MEOW MIX
Nourriture sèche pour chats
1 Kg

2.59

ÉCONOMISEZ 30¢

À l'achat de détergent pour lave-vaisselle **ÉLECTRASOL** 1.4 Kg

2.69

AVEC COUPON

SANS COUPON 2.99

Limite 1 coupon par client. Valable du 21 au 27 janvier '90. Remboursement: A.C. Neilsen. #02101167

40 SACS À ORDURES
AVEC ATTACHES 20 po x 30 po

3.99

SACS À ORDURES POUR L'EXTÉRIEUR ÉCONOMIE
40

3.99

MIROIR
HB280
HB281
AU CHOIX

2.99

Québec • 999, av. Cartier • 3417, 1re Avenue
 2090, boul. Ste-Anne • Carrefour Les Saules • 1455, chemin Ste-Foy
 5, Marie-de-l'Incarnation • Carrefour Neufchâteau
 St-Georges de Beauce • 11400, 1re Avenue
 Charlesbourg • 8940, boul. Henri-Bourassa
 Beauport • Carrefour Beauport
 Ste-Foy • Place des Quatre-Bourgeois
 Ste-Anne-de-Beaupré • 10516, Ste-Anne
 Lévis • 24, Charles-A.-Cadieux (Place Carnaval)
 Montmagny • 75, Taché O.
 Riv.-du-Loup • 240, Lafontaine



Valable du 21 au 27 janvier 1990

Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Spéciaux valides au comptoir seulement. Si un article venait à manquer dans une succursale, n'hésitez pas à demander un bon de garantie de prix "Mille excuses". Le texte prévaut en tout temps, illustrations à titre indicatif seulement. Mille excuses, la loi nous défend de vendre certains produits identifiés par une étiquette vert lime dans nos succursales: lundi, mardi, mercredi après 18 h, jeudi, vendredi après 21 h 30, samedi après 17 h et le dimanche, sauf Ontario et Nouveau-Brunswick. Pas de vente aux marchands.

Les produits de cette page sont limités à 3 par client